

NATIONS UNIES
CONSEIL
ECONOMIQUE
ET SOCIAL



E/ CN.14/ 464
E/ CN.14/ CAS.6/ 27
10 décembre 1969

FRANCAIS
Original : ANGLAIS

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE
Conférence des statisticiens africains
Sixième session
Addis-Abéba, 22 - 31 octobre 1969

DOCUMENTS OFFICE

FILE COPY

NO TO BE TAKEN OUT

RAPPORT DE LA SIXIEME SESSION
DE LA CONFERENCE DES STATISTICIENS AFRICAINS

TABLE DES MATIERES

	<u>Paragraphes</u>
Introduction - - - - -	1 - 9
Questions découlant de la neuvième session de la CEA - -	10 - 20
Questions découlant de la quinzième session de la Commission de statistique des Nations Unies - - - - -	21 - 31
Développement statistique dans la région - - - - -	32 - 52
Assistance technique et formation - - - - -	53 - 85
Rapport sur les activités statistiques et démographiques de la CEA - - - - -	86 - 87
Programme de recensements de la population et de l'habitation prévus pour 1970 - - - - -	88 - 96
Statistiques et enregistrement des faits d'état civil -	97
Programme de population en Afrique - - - - -	98 - 105
Applications des données et de l'analyse démographiques à la planification du développement - - - - -	106
Autres activités en matière de statistiques démographiques et sociales - - - - -	107 - 118
Comptabilité nationale - - - - -	119 - 129
Méthodes de sondage et enquêtes par sondage - - - - -	130 - 145
Statistiques économiques - - - - -	146 - 165
Propositions pour l'amélioration des publications statistiques africaines - - - - -	166 - 170
Utilisation des statistiques africaines dans la planifi- cation et les projections économiques - - - - -	171 - 175
Programme de travail - - - - -	176 - 186
Autres travaux - - - - -	187 - 193
Association des statisticiens africains - - - - -	194

TABLE DES MATIERES (Suite)

ANNEXE

- I. Liste des participants
- II. Ordre du jour
- III. Liste des documents
- IV. Allocution d'ouverture du Secrétaire exécutif adjoint
- V. Programme régional de travail pour la période 1970-1975

RAPPORT DE LA SIXIEME SESSION
DE LA CONFERENCE DES STATISTICIENS AFRICAINS

INTRODUCTION

1. La sixième session de la Conférence des statisticiens africains s'est tenue au siège de la CEA, à Addis-Abéba, du 22 au 31 octobre 1969. Y ont participé les représentants des pays membres et membres associés suivants de la Commission économique pour l'Afrique : Algérie, Botswana, Cameroun, Côte-d'Ivoire, Dahomey, Espagne, Ethiopie, France, Gabon, Ghana, Kenya, Lesotho, Libéria, Madagascar, Malawi, Mali, Maroc, Ile Maurice, Niger, Ouganda, République arabe unie, République centrafricaine, Congo (Brazzaville), République démocratique du Congo, République-Unie de Tanzanie, Royaume-Uni, Sénégal, Sierra Leone, Souaziland, Soudan, Togo, Tunisie et Zambie.
2. Y ont participé également des représentants du Bureau de statistique des Nations Unies, du Programme des Nations Unies pour le développement et des institutions spécialisées (FAO, BIT, UNESCO, FISE et OMS). La République fédérale d'Allemagne, les Etats-Unis, l'URSS, le secrétariat du Commonwealth, la Communauté de l'Afrique orientale, la Communauté économique européenne, la Fédération routière internationale, l'OCAM et l'UDEAC y ont également envoyé des observateurs. On trouvera à l'annexe I la liste des participants.
3. La réunion a commencé tardivement dans des conditions défavorables, la salle préparée pour la Conférence ayant été attribuée, au dernier moment, à une autre réunion. Ce contre-temps s'est produit indépendamment de la volonté du secrétariat de la CEA.
4. La Conférence a été ouverte par M. P. Rajaobelina, Secrétaire exécutif adjoint de la CEA, qui a fait ressortir l'utilité des travaux accomplis par la Conférence des statisticiens africains, pendant ses dix années d'existence. Il a brièvement présenté certaines des activités entreprises par l'Organisation des Nations Unies pour étayer le développement des statistiques en Afrique.

5. Si les services statistiques de la région ont fait des progrès importants, ils ont cependant matériellement grandi à un rythme beaucoup plus rapide que ne se sont améliorées les données; l'organisation des activités statistiques pose donc des problèmes d'efficacité. Il faut aussi étudier au plus vite la place des services statistiques dans la structure générale de l'administration, de même que la nécessité de mieux équilibrer les programmes de statistiques.
6. Le Secrétaire exécutif adjoint a également mentionné certaines questions présentant un intérêt particulier dans les domaines de la formation statistique, de la démographie, de la comptabilité nationale et des enquêtes par sondage. On trouvera à l'annexe IV le texte du discours du Secrétaire exécutif adjoint.
7. M. Ramanana Rahary (Madagascar) et M. Mohamed Elamin Omar El Hindi (Soudan) ont été élus respectivement Président et Vice-Président de la Conférence.
8. Les participants ont ensuite interrompu leurs travaux officiels pour étudier les dispositions à prendre en vue de créer une association des statisticiens africains. Le rapport sur la question est reproduit séparément au paragraphe 194.
9. Les participants ont adopté l'ordre du jour provisoire énoncé dans le document E/CN.14/CAS.6/11/Rev.1. On trouvera le texte de cet ordre du jour à l'annexe II. On trouvera également à l'annexe III la liste des documents distribués.

QUESTIONS DECOULANT DE LA NEUVIEME SESSION DE LA CEA

10. La Conférence a examiné le document E/CN.14/CAS.6/13, qui contenait des extraits du rapport de la neuvième session de la Commission économique pour l'Afrique, comprenant les résumés des débats sur les services statistiques et les programmes démographiques, des résolutions relatives aux travaux effectués dans ces domaines et aux activités de la Conférence des statisticiens africains, ainsi que les programmes de travail approuvés

concernant les services statistiques, les programmes démographiques et la planification, les projections et les politiques en matière de développement économique pour la période 1969-1973. Le programme concernant le domaine économique a été présenté uniquement pour information étant donné qu'il est soumis aux recommandations de la Conférence des planificateurs africains.

11. On a fait remarquer qu'au cours des dix années de son existence, la nature de la Commission économique pour l'Afrique s'est modifiée à mesure que la majorité des pays de la région accédaient à l'indépendance. Aux termes de la résolution 188(IX) adoptée par la Commission à sa neuvième session, les pays ont recommandé la création d'une Conférence des ministres, d'un Comité technique d'experts et d'un Comité exécutif qui fonctionneraient désormais comme ses principaux organes consultatifs. Le Comité exécutif doit se réunir deux fois par an et il est appelé à contribuer à la mise en application des résolutions de la CEA et à l'exécution du programme de travail du secrétariat.

12. Dans la résolution 191(IX)/Pev.2, portant sur les dispositions transitoires concernant les mesures ci-dessus, il était recommandé (point f) que tous les groupes de travail et autres comités existants de la Commission continuent de fonctionner jusqu'à ce qu'une décision contraire soit prise par la Commission (c'est-à-dire la Conférence des ministres) à une de ses sessions. La Conférence des statisticiens africains, qui se range dans cette catégorie, a examiné par conséquent sa position future.

13. Etant donné que les conférences des statisticiens sont des organes bien établis de toutes les commissions régionales des Nations Unies, la Conférence a cherché à savoir si ses activités risquaient d'être supprimées en vertu des nouvelles dispositions. Le secrétariat a répondu qu'il n'y a pas lieu de croire que cela se produira, d'autant plus que la Conférence est un projet financé largement par les pays eux-mêmes.

14. Les délégués ont estimé qu'en dix années de travail la Conférence des statisticiens africains avait obtenu des résultats utiles et qu'il était recommandé, quels que soient les changements de structure de la Commission

ou de son secrétariat, que la Conférence continue à se réunir une fois tous les deux ans, comme par le passé. On a estimé que c'était là le seul moyen satisfaisant d'assurer la coordination et la coopération régionales concernant les activités statistiques, qui constituent la base essentielle des efforts de développement.

15. Egalement sous ce point de l'ordre du jour, on a indiqué brièvement les activités du secrétariat dans les domaines de la formation, du développement des méthodes et de l'application des normes internationales, du traitement des données et de la création d'un service statistique régional. On a fait remarquer que le secrétariat s'efforce d'établir des liens plus étroits entre la statistique et les activités dans le domaine de la planification économique et de la recherche.

16. Les problèmes qui ont retenu particulièrement l'attention sur les points suivants de l'ordre du jour ont été la mise en oeuvre du Programme mondial pour le recensement de la population et de l'habitation de 1970 et les mesures destinées au programme démographique élargi de la CEA. En ce qui concerne ce dernier, on a estimé que les pays pourraient rencontrer des difficultés lorsqu'il s'agirait de fournir les données de base requises pour les projets de recherche proposés.

17. Parmi les questions soulevées au cours de la discussion générale, on a souligné qu'il était nécessaire que les statistiques africaines constituent une base satisfaisante pour évaluer le progrès des efforts de développement. A cet égard, l'utilisation de concepts, de définitions et de classifications types, aux fins de la statistique comme de la planification, est importante. Un autre facteur essentiel est la coopération étroite entre les organismes statistiques et les organismes de planification tout en maintenant aux services statistiques un caractère indépendant.

18. Etant donné que les services statistiques sont en expansion et que le personnel débutant doit commencer à fournir un travail efficace aussi rapidement que possible, on a souligné qu'il fallait accorder une attention particulière aux moyens permettant d'introduire et d'appliquer des méthodes nouvelles, compte tenu des conditions propres à la région. L'un des

facteurs les plus importants à cet égard est l'encouragement de contacts plus étroits entre les services statistiques nationaux; le secrétariat de la CEA a été prié d'accorder une attention constante à cette nécessité.

19. Il a été question du service responsable de la préparation des études économiques annuelles à l'échelon national; on a souligné que ces études peuvent constituer une activité utile des services statistiques, étant donné qu'ils se trouvent dans une situation très favorable leur permettant d'interpréter les données qu'ils produisent et que cette activité sert à attirer l'attention sur les lacunes des systèmes statistiques.

20. En ce qui concerne les observations concernant certains points du programme de travail régional, on a fait remarquer que les propositions provisoires du secrétariat relatives aux projets à exécuter au cours de la période 1970-1974 figurent dans le document E/CN.14/CAS.6/20. On a estimé qu'il fallait tenir compte de ces propositions au cours des débats sur les autres points de l'ordre du jour; on pourrait alors présenter de façon systématique les amendements suggérés par la Conférence et par le Bureau de statistique des Nations Unies. Les propositions finales concernant le programme global de travail seraient résumées sous le point 12 de l'ordre du jour.

QUESTIONS DECOULANT DE LA QUINZIEME SESSION DE LA COMMISSION DE STATISTIQUE DES NATIONS UNIES

21. La Conférence a ensuite examiné le document E/CN.14/CAS.6/14, qui contient un résumé de questions examinées par la quinzième session de la Commission de statistique des Nations Unies, qui intéressent les travaux de la Conférence des statisticiens africains.

22. La Conférence a fait remarquer que la Commission de statistique s'était renforcée et qu'elle comptait actuellement 24 membres, dont 5 Africains.

23. La Conférence a fait remarquer que le thème central de la quinzième session de la Commission de statistique était l'étude et l'approbation du SCN révisé et des questions connexes, telles que la révision du questionnaire

sur la comptabilité nationale et la mise au point de manuels concernant les diverses parties du nouveau système.

24. Par suite de l'évolution des divers aspects complémentaires du système tels que les statistiques des prix et des quantités, les statistiques sur la répartition des revenus, etc., un certain nombre de réunions régionales seraient nécessaires; la Conférence a étudié cette question lors de l'examen de son programme de travail.

25. La Conférence a fait remarquer que le CPM (Comptabilité du produit matériel) avait été également révisé et que l'on avait cherché à rapprocher le SCN et le CPM. Des traductions du CPM révisé existent actuellement en anglais, en français et en espagnol et elles seront distribuées comme document pour la prochaine session de la Commission de statistique. Le SCN révisé sera également disponible en français, russe et espagnol au plus tard au début de l'année prochaine.

26. Une autre question résultant de la quinzième session de la Commission de statistique est l'approbation de la Classification internationale type, par industrie, de toutes les branches d'activité économique (CITI). Sur recommandation de la Commission de statistique, on a entrepris la révision du document concernant les statistiques du bâtiment et des travaux publics. Les travaux concernant le développement des statistiques concernant la répartition internationale se poursuivent également. L'élaboration d'une classification des produits était également en cours, sur recommandation de la Commission de statistique.

27. La Commission a recommandé également une étude des nombres indices de la production industrielle et a entrepris la mise au point d'un nouveau système de statistiques industrielles.

28. L'une des mesures les plus importantes prises par la Commission a été la création d'une organisation pour la coordination des travaux statistiques des diverses institutions des Nations Unies et des organisations connexes. On prévoit qu'à l'avenir elle allégera le fardeau des pays qui doivent répondre à des questionnaires de nature analogue mais pas tout à fait identique.

29. On s'est félicité de l'expansion considérable du Centre international de statistique du commerce. La Conférence a noté avec intérêt les travaux concernant le développement des statistiques sur les recherches et les études entrepris par le Siège des Nations Unies et les travaux concernant les statistiques relatives à la science et à la technologie entrepris par l'UNESCO. Le représentant de l'UNESCO a fait un exposé détaillé sur les efforts déployés dans ce domaine par son Organisation.

30. On a fait remarquer qu'il serait souhaitable de regrouper et d'harmoniser les questionnaires envoyés par les divers organes des Nations Unies, et d'en réduire le nombre. On a discuté l'importance de la participation africaine au programme des statistiques de l'état civil, un participant a estimé que ce dernier programme n'était pas opportun compte tenu des conditions prévalant dans la région.

31. On a estimé que les normes statistiques internationales (telles que la CITI ou la CTCI) ne devraient pas être révisées, étant donné qu'il en résulterait des difficultés considérables pour les pays qui ont déjà établi, à grands frais, leur système statistique d'après les anciennes recommandations. Les participants ont estimé également qu'on ne leur avait pas envoyé un nombre suffisant d'exemplaires des documents statistiques.

DEVELOPPEMENT STATISTIQUE DANS LA REGION

32. La cinquième session de la Conférence a décidé que les interventions verbales exposant les progrès et les problèmes généraux en matière de statistique seraient exclues des futures sessions et qu'elles seraient remplacées par des rapports écrits. Pour la sixième session, 19 pays ont fourni des rapports de ce genre, qui ont été présentés dans le Résumé des rapports par pays sur le développement statistique, E/CN.14/CAS.6/15. Le secrétariat a tardé à produire ce document, qui n'a pas été disponible à temps pour le point de l'ordre du jour en question.

33. Les résultats d'une enquête sur l'organisation statistique effectuée par le secrétariat en réponse à une demande faite par la Conférence à sa cinquième session ont fourni une base appropriée de discussion. Ces

résultats ont été indiqués dans le Rapport préliminaire de l'enquête régionale sur l'organisation de la statistique, 1968/69, E/CN.14/CAS.6/16. Ce rapport était fondé sur des questionnaires remplis par 28 pays.

34. Formulant des observations sur les résultats de cette enquête, le secrétariat a attiré l'attention sur six points au sujet desquels il serait souhaitable que l'on dispose d'un plus grand nombre de renseignements et d'avis :

- a) Emplacement des services statistiques dans la structure gouvernementale;
- b) Coût des opérations statistiques;
- c) Equilibre des activités dans les programmes statistiques;
- d) Production des données statistiques;
- e) Centralisation ou décentralisation des services statistiques;
- f) Ressources et besoins en personnel.

35. Les conclusions initiales résultant de l'enquête, ainsi que l'interprétation des résultats par la Conférence, sont résumées dans les paragraphes suivants.

36. En ce qui concerne l'emplacement, l'enquête a montré que la quasi-totalité des bureaux de statistique qui ont répondu se trouvaient dans le même ministère que le service de la planification et que celui-ci faisait très souvent partie du ministère du développement économique. En outre, il est apparu que moins de la moitié des bureaux centraux de statistique avaient des budgets et des comptes distincts. En raison de ces facteurs, la question peut se poser de savoir dans quelle mesure des services statistiques peuvent se développer d'une façon indépendante. Les délégués du Cameroun, du Sénégal et de la Tunisie ont émis des réserves sur ce paragraphe.

37. Ce point a fait l'objet d'une longue délibération et certains délégués ont souligné que la décision concernant l'emplacement du bureau des statistiques au sein de la structure gouvernementale était souvent d'ordre politique et qu'il s'agissait dès lors d'une décision sur laquelle les statisticiens ne pourraient guère avoir d'influence. Les délégués ont estimé

qu'il importe avant tout d'assurer des conditions de travail permettant d'établir des statistiques sans aucune entrave; la coopération avec le service de la planification est utile, en ce sens qu'elle assure une demande constante de données statistiques, mais il est nécessaire également de considérer le maintien de bons rapports avec le ministère des finances. On a fait remarquer que, dans certains pays, le bureau de statistique et le service de la planification sont rattachés tous deux au bureau du Président ou du Premier ministre.

38. Bien qu'un délégué ait estimé qu'une intégration complète des statistiques et de la planification fût souhaitable, l'avis général des participants a été que l'emplacement du bureau central de statistique est moins important que d'obtenir des conditions de travail satisfaisantes. On a souligné que ce problème devait être considéré en tenant compte des besoins et des conditions propres aux divers pays.

39. Cependant, tous les délégués ont admis que, quel que soit son emplacement, un service de statistique doit avoir un certain degré d'indépendance. C'est seulement de cette manière qu'il peut contribuer efficacement aux efforts de développement. On a fait remarquer qu'un bureau de statistique a de grandes responsabilités dans le rassemblement et l'analyse des données, mais qu'il ne constitue pas nécessairement le meilleur service pour l'évaluation du progrès des plans de développement.

40. Les chiffres relatifs aux dépenses fournis par l'enquête indiquent un accroissement considérable des dépenses concernant les services statistiques nationaux, mais le secrétariat a signalé qu'il était difficile d'analyser ces données, car les renseignements fournis par certains pays étaient incomplets, tandis que d'autres pays n'avaient pas indiqué la répartition des dépenses entre le bureau central, les bureaux subsidiaires et l'organisation des travaux sur le terrain et les projets spéciaux. On a estimé que cette déficience est particulièrement importante, étant donné que des mesures budgétaires satisfaisantes sont essentielles pour la conduite efficace de tous les types d'opérations.

41. La Conférence a attiré l'attention sur les problèmes liés à l'établissement d'estimations satisfaisantes des dépenses, dans les cas où il n'existe pas de budget statistique distinct, et dans le cas de projets auxquels participent plusieurs ministères. Cependant, les discussions ont montré que ces problèmes ne sont pas insurmontables.

42. En raison des données budgétaires peu satisfaisantes, l'enquête n'a pas abouti à des conclusions précises concernant la mesure dans laquelle les enquêtes sur le terrain sont élaborées par les services statistiques nationaux. Le secrétariat a exprimé l'avis que les données disponibles ne font apparaître que des progrès assez limités.

43. On ne s'est pas attardé sur cette question, et il est apparu qu'il existe des problèmes liés au rassemblement des données effectué directement auprès des services publics et des entreprises de production, en raison des coûts élevés de l'enquête. Cependant, les participants ont estimé que les opérations sur le terrain ne devraient être envisagées que dans les cas où il n'est pas possible d'obtenir des données de base satisfaisantes à partir des sources administratives.

44. Une quatrième question a été de savoir si la production de statistiques suit le rythme de l'expansion des services statistiques nationaux. Les participants ont estimé que la production actuelle de données ne correspond peut-être pas entièrement aux ressources disponibles, mais ils ont souligné que, après une période d'expansion assez rapide, il importe de regrouper les activités pour obtenir que les données soient de qualité satisfaisante. On a également fait remarquer à cet égard que la production des services statistiques ne peut être évaluée uniquement sur la base de la documentation publiée, étant donné qu'un volume considérable de travail porte uniquement sur les besoins internes, et qu'il est peut-être difficile d'arriver à une pleine utilisation des ressources, avant que le service de la statistique ne soit solidement établi. Le délégué du Cameroun a émis des réserves sur ce paragraphe.

45. Un point sur lequel on s'est beaucoup étendu est la tendance vers la décentralisation des services statistiques. Dans la plupart des pays,

l'enquête a montré qu'il existe des services statistiques rattachés à des ministères autres que celui où se trouve le bureau central des statistiques, et que ce dernier n'exerce normalement aucun contrôle administratif direct sur leurs activités. Les participants ont étudié les raisons de cette disposition et ses répercussions sur l'efficacité des opérations statistiques.

46. On a fait remarquer que, d'une manière générale, on considère souhaitable qu'un service statistique soit fortement centralisé au stade initial, mais qu'il peut y avoir intérêt à le décentraliser lorsque ses activités s'étendent. En ce qui concerne ce problème, le représentant du Royaume-Uni a signalé que l'on avait effectué dans son pays une étude qui a conduit à la décision d'organiser les services statistiques d'une manière plus centralisée.

47. Cependant, les participants ont estimé que l'on ne pouvait admettre aucun principe général concernant le problème de la décentralisation, par exemple, dans quelle mesure les services statistiques doivent dépendre d'un budget unique. Il importe bien plus de tenir compte des besoins et des conditions propres à chaque pays.

48. Les débats ont fait apparaître que l'une des principales raisons de la tendance vers la décentralisation des statistiques africaines est d'ordre financier. Il arrive qu'un bureau central de statistique ne dispose que d'un budget limité qu'il n'est pas facile d'accroître, mais que les ministères responsables de certains secteurs économiques et sociaux soient en mesure d'obtenir les fonds pour le développement de certains secteurs statistiques plus spécialisés. De cette manière il est possible d'établir un programme statistique global plus détaillé; on a cependant fait remarquer que cela pouvait conduire à des dépenses plus élevées que dans le cas d'une forte centralisation. Les délégués ont indiqué qu'une autre raison de la décentralisation est le désir naturel des ministères spécialisés d'établir les statistiques de leurs domaines d'activités, ce qui aboutit à une rivalité avec le bureau central de statistique.

49. Les participants ont estimé que la décentralisation ne doit pas aboutir nécessairement à un manque de coordination et que des relations officieuses

peuvent être efficaces; certains délégués ont signalé la création de comités appelés à jouer un rôle de coordination. On a particulièrement insisté sur la nécessité d'un contrôle centralisé des enquêtes sur le terrain, exercé de préférence par le bureau central de statistique. On a fait remarquer que, dans les conditions propres à l'Afrique, on peut s'attendre que les bureaux centraux de statistique joueront un double rôle : production de statistiques et coordination des activités des autres services statistiques.

50. Les chiffres fournis par l'enquête au sujet des ressources et des besoins en personnel étaient conformes aux résultats des enquêtes antérieures; on a besoin avant tout d'un plus grand nombre de statisticiens des échelons supérieurs, d'un accroissement moindre des effectifs de personnel de niveau moyen, et on ne constate pas trop de difficultés pour répondre aux besoins à l'échelon des employés de bureau. Cependant, le secrétariat a signalé qu'il existait des problèmes en ce qui concerne l'interprétation des résultats de l'enquête, étant donné que certains pays ont fourni des données incomplètes ou mal classées; cet inconvénient ressort tout particulièrement des débats portant sur les chiffres relatifs à la sous-région de l'Afrique du nord.

51. Les participants ont indiqué que les rapports du type mentionné dans le document E/CN.14/CAS.6/16 aideraient les pays à développer leurs services statistiques, tout particulièrement lorsque cette activité en est encore au stade initial. On a décidé que, pendant le reste de la réunion, le secrétariat consulterait les délégués afin d'améliorer, le cas échéant, les chiffres concernant le budget, le personnel, etc.. Un rapport final de l'enquête sera ensuite rédigé; il contiendra les avis exprimés par les participants et qui sont résumés ci-dessus.

52. La Conférence a fait remarquer que l'enquête examinée sous le point 5 a) de l'ordre du jour ne constitue pas un projet isolé. Les travaux antérieurs portant sur les questions d'organisation sont résumés dans le document intitulé Développement des statistiques en Afrique E/CN.14/CAS.4/DEV/1/Rev.1 et, ce qui est encore plus important, les rapports des réunions techniques présentent les avis des statisticiens africains concernant les

mesures plus détaillées prises en vue du rassemblement et du traitement des statistiques sur certains sujets.

ASSISTANCE TECHNIQUE ET FORMATION

Assistance technique

53. Le représentant du Bureau de statistique des Nations Unies a présenté le document intitulé "Assistance technique en vue du développement des statistiques en Afrique" (E/CN.14/CAS.6/17). Ce document contient un résumé des activités au cours de la période comprise entre juillet 1967 et juillet 1969, et précise qu'au total, 83 personnes (conseillers, personnel d'exécution de l'OPEX et personnel bénévole) ont été mises à la disposition de 28 pays. Leur activité a été consacrée principalement aux domaines de l'organisation statistique, de la formation, de la comptabilité nationale et des statistiques démographiques et sociales. En outre, des crédits ont été fournis, par l'intermédiaire du budget régional, pour des réunions techniques.

54. La formation statistique est un domaine d'activité auquel la plus haute priorité est accordée, et il a été signalé que des instituts de statistique fonctionnent maintenant avec l'aide du PNUD (Fonds spécial) au Cameroun et en Ouganda aussi bien qu'au Maroc.

55. Une analyse des activités consultatives régionales au cours de la période biennale considérée est donnée aux paragraphes 17 à 28 du "Rapport sur les activités statistiques et démographiques de la CEA" (E/CN.14/CAS.6/20). Il est mentionné en outre que deux conseillers interrégionaux ont été mis à la disposition de l'Afrique : M. V.O. Kannisto (statistiques démographiques) et M. Berggren (méthodes d'utilisation des ordinateurs). Des modifications à la liste des titulaires des quatre postes consultatifs régionaux sont également signalées : M. J. Blacker (statistiques démographiques) a été attaché au service en 1967; Mlle K.M. Jupp (statistiques démographiques) a rejoint en 1968 un nouveau poste en Asie et a été remplacée par M. Z. Rajakovic, tandis que M. A. Vesse (analyse du secteur

public) allait occuper un poste au Tchad et que Mme Nguyen thi Nguyen (comptabilité nationale) le remplaçait.

56. Les participants à la Conférence ont présenté un certain nombre d'observations sur les activités du service consultatif régional. Répondant à une remarque selon laquelle les missions consultatives étaient peut-être trop brèves, le secrétariat a souligné qu'il était nécessaire de tirer le meilleur parti possible des ressources disponibles et que la durée des missions variait considérablement selon leur objet : par exemple, une mission portant sur la comptabilité nationale peut exiger un séjour beaucoup plus long qu'une autre concernant le plan d'une enquête par sondage.

57. Certains participants s'étant montrés préoccupés par le transfert à Addis-Abéba des postes de conseillers régionaux antérieurement affectés aux sous-régions, il a été expliqué que ce changement avait pour but d'assurer une répartition plus équitable des services de ces conseillers dans l'ensemble de la région. Cependant, la Conférence a été avisée que M. Blacker serait prochainement transféré en Ouganda, l'essentiel de sa tâche actuelle intéressant les parties orientale et méridionale de la région, et que la situation concernant les autres conseillers serait périodiquement réexaminée. Le secrétariat a précisé que la diminution du nombre de missions effectuées en Afrique centrale au cours de la période couverte par le rapport n'était pas due au manque d'experts, mais à une réduction du nombre de demandes émanant des pays de cette sous-région.

58. Bien qu'il n'y ait plus de conseiller régional en statistiques des finances publiques, le secrétariat a assuré les participants qu'il s'intéressait toujours à ce domaine d'activité et a mentionné une enquête régionale qui fait l'objet d'un exposé dans le présent rapport.

59. Les délégués ont exprimé l'intérêt qu'ils portent à des services consultatifs interrégionaux sur les méthodes d'utilisation des ordinateurs, mais ils ont souligné que le besoin d'assistance se fait également sentir à un niveau moins élevé, tel que celui de la formation de programmeurs.

60. Répondant à un participant qui se plaignait du temps passé par un expert en poste dans son pays à rédiger des rapports mensuels pour le Siège

des Nations Unies, le secrétariat a fait observer que ces rapports, qui ne sont normalement établis qu'une fois par trimestre, sont nécessaires pour le contrôle de l'activité technique des experts.

61. Le représentant du secrétariat et le délégué du Royaume-Uni ont tous deux souligné qu'il est indispensable que les pays intéressés, lorsqu'ils établissent des demandes de missions consultatives de longue ou de courte durée, indiquent avec précision la nature de la tâche à accomplir; il est alors possible de choisir des experts ayant les qualifications appropriées.

62. L'observateur de l'URSS a présenté un bref exposé de l'assistance technique fournie par son pays. Il a précisé que 24 experts en statistique avaient été mis à la disposition de l'Afrique et qu'un certain nombre de cycles d'études avaient été organisés en Union soviétique en coopération avec les Commissions régionales des Nations Unies et la FAO. Vingt-et-un pays africains ont pris part à ces cycles d'études.

63. Le représentant de l'OCAM a signalé que son organisation s'intéresse à un aspect particulier de l'assistance technique, à savoir l'échange, par les statisticiens africains, de leurs données d'expérience. L'élaboration de rapports techniques et de résumés de projets est en cours à cet effet et l'on espère pouvoir bientôt mettre sur pied un plan d'assistance mutuelle.

64. Le délégué de la France a fait état de l'intérêt manifesté par son pays pour l'assistance technique, en particulier dans le domaine des statistiques. Il y a quelques années, cette assistance prenait la forme d'opérations intégrées pour lesquelles du personnel et d'autres ressources étaient fournis en vue de l'exécution de toutes les phases de la tâche correspondant aux projets envisagés. Cette forme d'activité a maintenant presque entièrement disparu, mais du personnel est encore fourni et les activités se diversifient dans la mesure où l'attention se porte désormais sur la planification économique, le traitement de l'information, etc. plus que sur des projets de caractère purement statistique. Le délégué français a appelé l'attention sur les problèmes que pose l'organisation des missions d'assistance technique, qui constituent des entreprises

déliçates. Pour être pleinement efficaces, elles doivent faire l'objet d'une planification en temps utile et être intégrées dans le programme d'ensemble des efforts de développement; à son avis, les missions insuffisamment coordonnées ne donnent généralement pas de bons résultats.

65. L'observateur de la République fédérale d'Allemagne a décrit l'action de son pays dans le domaine de la formation statistique. Au début, cette formation portait principalement sur les statistiques démographiques et sur l'utilisation des ordinateurs dans le traitement des résultats des recensements de population, mais l'accent est mis maintenant sur la recherche démographique. Des dispositions sont actuellement à l'étude en vue d'une réunion démographique. Des dispositions sont actuellement à l'étude en vue d'une réunion africaine à ce sujet; le projet prévoit l'organisation d'une réunion en 1970 pour les Africains d'expression anglaise, et d'une autre en 1971 pour ceux d'expression française.

66. Le délégué de la RAU a annoncé l'établissement dans son pays d'un Centre international de calcul. La réalisation de ce projet permettra de fournir aux autres pays africains une assistance en matière de formation, ou des conseils sur les applications des ordinateurs, la recherche, etc..

67. En ce qui concerne l'agriculture, le représentant de la FAO a donné un bref exposé de l'assistance technique fournie par son organisation. Vingt-et-un experts en recensements et statistiques agricoles ont été mis à la disposition de la région, et la FAO a également fourni des experts associés, des transports, du matériel d'enquête et des bourses. Quatre conseillers régionaux dispensent une assistance à court terme. Il a été annoncé que 24 pays africains envisageaient de participer au Recensement mondial de l'Agriculture de 1970, ce qui se traduira par une augmentation considérable des besoins d'assistance technique. Ces besoins ont été évalués au moyen d'un questionnaire, et la majorité des pays ont fait savoir qu'une aide leur serait nécessaire dans tous les domaines visés par le recensement. Le représentant de la FAO a également fait état du Fonds de recensement de l'agriculture, qui a permis une coordination des efforts de la FAO et de ceux de l'assistance bilatérale, et du Programme alimentaire mondial, qui peut faciliter les opérations de recensement par l'octroi de vivres gratuits.

68. Le délégué du Royaume-Uni a appelé l'attention sur l'exposé du programme d'aide britannique qui a été communiqué aux participants. Il a précisé que la moitié de l'assistance totale fournie par son pays était destinée à l'Afrique et que 204 des 263 experts en planification travaillaient dans cette région. Il a souligné que, pour l'utilisation efficace des experts, les pays intéressés devaient indiquer clairement leurs besoins et prévoir des homologues qualifiés. Il a signalé qu'en dehors des personnes spécialement recrutées en vue de missions dans différents pays, le ministère britannique du développement outre-mer disposait de trois experts en statistique, susceptibles d'être envoyés en mission de longue durée.

Formation

69. Le secrétariat a présenté le document intitulé Programme de formation en Afrique dans les domaines de la statistique et de la démographie (E/CN.14/CAS.6/18), qui contient des détails sur l'effectif inscrit et les résultats de formation obtenus dans les principaux centres africains de statistique au cours de la période 1961-1969.

70. L'une des premières questions soulevées a été celle de l'avenir du Centre de formation statistique de l'Afrique de l'est, situé à Dar es-Salam. Le représentant de la Communauté de l'Afrique orientale a précisé que l'accord entre son organisation et les Nations Unies, dans le cadre duquel le Centre fonctionne, vient à expiration en 1970, mais que les pays est-africains ont déjà demandé que le projet soit prorogé pour une nouvelle période de cinq ans.

71. Dans sa réponse, le secrétariat a fait remarquer que les crédits inscrits au budget régional ne couvrent ce projet que jusqu'au milieu de 1970; un soutien financier de cette provenance au-delà de cette date ne sera pas possible en raison du fardeau croissant résultant des autres obligations de la CEA. Dans ces conditions, ce qu'il faut avant tout pour que le Centre soit maintenu en activité, c'est d'obtenir que les postes actuels de directeur et de chargé de cours soient inscrits au budget d'un ou plusieurs des programmes d'assistance technique des Nations

Unies en Afrique de l'est. La situation a été exposée dans une correspondance antérieure avec les autorités intéressées, et il convient maintenant de prendre des mesures sans tarder. Il a été indiqué que la Communauté de l'Afrique orientale avait appuyé le projet sans réserve et récemment inscrit à son propre budget les crédits nécessaires pour deux postes supplémentaires de chargé de cours.

72. Une autre question a été soulevée au sujet des dispositions actuelles et futures relatives au nouvel Institut de statistique et d'économie appliquée en Ouganda. Les pays désirent notamment connaître la nature exacte des conditions d'admission (en particulier pour les candidats du niveau du Certificat élémentaire d'enseignement général (GCE/O)), le détail du programme des cours de préparation au diplôme, et la date à laquelle commencent les cours de formation post-universitaire. Bien que des renseignements de caractère général aient été fournis sur ces différents points, les participants ont estimé que des informations plus précises étaient nécessaires.

73. Les participants ont sévèrement critiqué le manque de clarté relatif aux deux projets mentionnés ci-dessus. Ils ont estimé également que les renseignements concernant les moyens de formation statistique disponibles dans l'ensemble de la région n'étaient pas suffisants pour une qualification efficace des dispositions relatives à la formation à l'échelon national. Quelques délégués ont fait savoir qu'en l'absence d'informations appropriées, leurs pays seraient amenés à créer des établissements locaux ou à envoyer des stagiaires hors de la région.

74. Le représentant de l'UNESCO, après avoir brièvement décrit les projets auxquels son organisation participe en Afrique, a affirmé qu'elle était en mesure de contribuer à la résolution du problème examiné par la Conférence. Il a proposé que l'UNESCO procède à une étude des moyens de formation statistique théorique et pratique existant dans la région. L'organisation du projet serait assurée en coopération avec la CEA et les autres institutions intéressées. Une telle étude, non seulement aiderait les pays africains à prendre des dispositions appropriées pour la formation de leur personnel

statistique, mais ferait également apparaître les lacunes des moyens existants, ce qui permettrait de modifier, en vue d'un meilleur équilibre, l'importance respectivement accordée aux différents projets.

75. L'attention a aussi été appelée sur les documents relatifs à la Classification internationale type de l'éducation (CITE), qui ont été communiqués à la Conférence. Le représentant de l'UNESCO a demandé que les observations concernant ces documents soient adressées au siège de son Organisation à Paris.

76. Les participants ont réservé à l'offre de l'UNESCO un accueil chaleureux et suggéré qu'il pourrait être utile d'instituer un groupe de travail pour examiner les résultats de l'étude proposée. En même temps, il a été souligné qu'il convenait de ne pas perdre de vue la distinction entre formation statistique théorique et formation statistique pratique : la recherche et l'application sont toutes deux importantes pour le développement des statistiques en Afrique, et il est nécessaire de parvenir à un équilibre satisfaisant entre ces deux types d'objectifs.

77. La suite des débats sur la formation statistique a été dans une large mesure consacrée aux projets concernant les moyens destinés aux pays d'expression française. La question du transfert des activités du CESD en Afrique a soulevé un intérêt particulier.

78. Le représentant de la CEE a expliqué que le CESD avait été créé à Paris en liaison étroite avec l'INSEE, et que les stagiaires bénéficiaient de bourses de la CEE. On s'efforce maintenant de renforcer les centres africains, et le Centre cessera progressivement ses activités. Il est envisagé de transférer le cours d'ingénieur des travaux statistiques à l'Ecole de statistique d'Abidjan. Dans un premier temps, les examens d'entrée à cette école et au CESD ont été combinés, et un appui supplémentaire est fourni à l'Ecole sous forme de bourses, de personnel et de crédits de fonctionnement. On espère qu'il sera possible ultérieurement de créer en Afrique des écoles préparant au diplôme de statisticien-économiste, mais une période de transition sera nécessaire à cette fin. Des professeurs africains acquièrent au CESD une expérience qui leur permettra

de contribuer à la réalisation de cette évolution. En outre pour répondre aux demandes d'un grand nombre de statisticiens africains francophones, le Président du CESD proposera au CESD la création d'un centre destiné à recycler et à spécialiser les ingénieurs statisticiens-économistes et les ingénieurs des travaux statistiques en fonction dans les Etats africains.

79. Les participants ont posé différentes questions sur les conditions d'admission au CESD, en particulier au sujet de la formation statistique destinée aux économistes. L'assurance a été donnée que tout le possible serait fait pour l'assouplissement des dispositions applicables, mais il a été souligné que les candidats devraient posséder une formation mathématique suffisante pour leur permettre de suivre les cours.

80. La Conférence a été informée que l'Institut de statistique et d'économie appliquée fonctionnant au Maroc disposait maintenant de nouveaux locaux et de moyens modernes de formation. Les programmes d'études sont en cours d'amélioration et comprendront une formation aux méthodes d'utilisation des ordinateurs. La sélection des stagiaires fait l'objet d'une attention accrue, en particulier en ce qui concerne les aptitudes mathématiques. En plus des cinq membres du personnel fourni par les Nations Unies, sept chargés de cours marocains sont maintenant disponibles à temps plein ou à temps partiel, et d'autres homologues chargés de cours sont en formation. L'organisation de cours pour statisticiens-économistes est envisagée, mais peut demander encore un certain temps.

81. Les délégués de certains pays se sont montrés préoccupés par le relèvement du niveau d'admission à l'Institut de Rabat; il apparaît que la modification porte principalement sur la formation mathématique antérieure des candidats. Au sujet des conditions d'admission, les participants ont pris note avec intérêt des remarques formulées par le représentant de l'UNESCO selon lesquelles le pourcentage d'abandons en cours d'études pourrait être sensiblement réduit si les projets de formation prévoyaient des cours à un certain nombre de niveaux différents; dans ces conditions les stagiaires les moins brillants pourraient être orientés vers un niveau d'études moins élevé et pourraient encore acquérir des qualifications utiles.

82. Il a été signalé que le Centre de formation de statisticiens des cadres moyens, dont la création avait été recommandée à l'intention des stagiaires de langue arabe par la quatrième session de la Conférence des statisticiens africains, fonctionnait maintenant au Caire et était ouvert aux candidats des autres pays de la région. Un autre rapport a indiqué que l'Ecole de statistique de Dakar espérait pouvoir organiser des cours d'un niveau supérieur à celui de l'actuel cours d'adjoint technique, et que ceux-ci seraient également ouverts aux candidats étrangers.

83. Certains autres délégués ont fait observer que leurs pays envisageaient la création de nouveaux moyens de formation statistique, mais ils sont convenus qu'une prolifération excessive des projets ne serait pas souhaitable. De ce point de vue, il a été considéré que l'étude proposée par l'UNESCO était importante.

84. La nécessité de cours de perfectionnement et autres projets de formation spécialisée de courte durée a été mentionnée. L'inclusion de projets de ce genre dans le programme des Instituts de Yaoundé et de Makerere est envisagée, mais les participants se demandent si les moyens de formation ainsi créés répondront à tous les besoins. Une proposition concrète est examinée dans la section du présent rapport consacrée à la comptabilité nationale.

85. D'un commun accord, l'étude du développement des moyens de formation démographique a été différée jusqu'à ce que la Conférence examine le point 6 de son ordre du jour.

RAPPORT SUR LES ACTIVITES STATISTIQUES ET DEMOGRAPHIQUES DE LA CEA

86. Présentant son Rapport sur les activités statistiques et démographiques de la CEA (E/CN.14/CAS.6/20), le secrétariat a expliqué que ce document, outre un compte rendu d'activité pour les deux années écoulées, contenait un avant-projet de programme de travail ultérieur et indiquait les questions sur lesquelles les directives de la Conférence sont sollicitées. Ce rapport est destiné à servir de document général de référence pour les travaux de la session.

87. Les participants sont convenus que, les différents sujets devant être examinés au titre des points correspondants de l'ordre du jour, il n'y aurait pas de discussion générale du rapport.

PROGRAMME DE RECENSEMENTS DE LA POPULATION ET DE
L'HABITATION PREVUS POUR 1970

88. L'attention de la réunion a été appelée sur les documents intitulés "Recommandations africaines concernant les recensements de population prévus pour 1970" (E/CN.14/CAS.6/1) et "Recommandations africaines concernant les recensements de l'habitation prévus pour 1970" (E/CN.14/CAS.6/2), qui ont été approuvés par la cinquième session de la Conférence des statisticiens africains sous la réserve que soit ajouté aux recommandations sur les recensements sur l'habitation un paragraphe précisant que, dans le contexte africain, les recensements doivent souvent être effectués sous forme de sondages. Cette condition a été satisfaite au paragraphe 7 des recommandations maintenant présentées à la sixième session de la Conférence.

89. L'attention de la réunion a également été appelée sur le Rapport du Cycle d'études sur l'organisation et la conduite des recensements de la population et de l'habitation (E/CN.14/CAS.6/7). Le premier volume de ce rapport, qui constitue le compte rendu des travaux du cycle d'études, a seul été distribué aux participants; le second volume, formé des documents soumis au cycle d'études, peut également être obtenu sur demande.

90. Un document intitulé "Calendrier des recensements nationaux de population" a alors été distribué, et examiné par les participants. En réponse à une demande du secrétariat, il a été pris note de divers amendements proposés quant aux dates et à la nature des recensements prévus ainsi qu'à la désignation de certains territoires. Dans de nombreux cas, en particulier ceux concernant certains pays d'expression française, les recensements proposés doivent encore être considérés comme faisant l'objet d'une décision provisoire, en grande partie pour des raisons de difficultés financières : les plans de recensement ont été établis par les bureaux des statistiques, mais ils n'ont pas toujours été approuvés par les gouvernements du

fait des dépenses importantes qu'ils impliquent. Divers moyens de réunir des fonds et de réduire les coûts ont été suggérés.

91. L'aide extérieure provenant des diverses sources telles que le Fonds des Nations Unies pour les activités démographiques, l'USAID, le Conseil de la population et les subventions du Royaume-Uni, a été examinée et il a été suggéré que la CEA pouvait apporter une aide en présentant les besoins des pays en cause à ces organes, dans la perspective ci-dessus. On a noté et recommandé les méthodes adoptées par les pays de l'Union douanière économique de l'Afrique Centrale qui coordonnent leurs dispositions en vue du recensement et présentent une demande commune d'aide extérieure; les représentants de ces pays doivent se réunir prochainement avec ceux de l'USAID pour examiner les problèmes qui se posent à eux. On a souligné la nécessité de bien convaincre les hommes politiques et les divers fonctionnaires de l'importance des recensements de population, afin qu'ils leur accordent la priorité sur les autres besoins concurrents.

92. Parmi les différents moyens de réduire les coûts, on a insisté sur la nécessité de simplifier le questionnaire autant que possible. Les enquêtes par sondage, bien qu'un recensement complet leur soit toujours préférable, valent mieux que rien. C'est la solution qui est adoptée au Sénégal et en République démocratique du Congo. La possibilité d'étaler le travail extérieur sur des plus longues périodes et d'améliorer les mécanismes existants de "Recensements administratifs", a également été suggérée. S'agissant de cette dernière solution, le secrétariat a toutefois fait remarquer que, si grande que soit l'amélioration susceptible d'être apportée aux méthodes employées pour ces "Recensements administratifs", on ne peut guère en attendre de données démographiques valables tant que la primauté de leurs objectifs fiscaux est maintenue et que la population s'en rend compte.

93. Les participants ont été saisis du document E/CN.14/CAS.6/20 qui traite du rôle des services consultatifs régionaux de la CEA en matière de statistiques démographiques (paragraphe 17 à 27 et 47). Ils ont exprimé leur satisfaction de constater l'accroissement considérable des activités de ces services, qui ont plus que doublé durant la période 1967-1969, par rapport à la période 1965-1967. Cependant, l'augmentation d'activités des

missions consultatives a surtout intéressé l'Afrique de l'est, et dans une moindre mesure l'Afrique du nord, mais la situation en Afrique de l'ouest et en Afrique centrale ne saurait guère être considérée comme satisfaisante. Il en est résulté un ralentissement des préparatifs en vue des recensements de la population et de l'habitat, comme on l'a déjà mentionné aux paragraphes 90 et 91.

94. Le secrétariat a appelé l'attention des participants sur l'utilité des services consultatifs régionaux, même pour les pays qui n'ont pas encore pris la décision définitive de participer aux recensements où qui sont convenus de les différer. Dans certains cas, les travaux préliminaires s'étendent sur une longue période (2 à 3 ans), alors que dans d'autres la tâche à accomplir est d'un caractère général et durable, comme l'établissement de fichiers de villages, les travaux cartographiques, etc..

95. Le secrétariat dispose maintenant de deux conseillers régionaux en statistiques démographiques, en la personne de Messieurs J. Blacker et Z. Rajakovic. M. Blacker doit être envoyé en poste à Kampala (Ouganda) au début de novembre mais les autres pays africains continueront de pouvoir faire appel à ses services.

96. La Conférence a approuvé la préparation d'un manuel sur la formation du personnel de recensement de la population et de l'habitat. Le secrétariat en a déjà commencé la rédaction et espère l'achever d'ici un an au plus tard. Ce manuel fournira des renseignements précis et détaillés sur les divers types de stages de formation ainsi que sur l'organisation et la conduite de ces stages. Il constituera un guide pour les organisateurs de recensements et les instructeurs des stages en vue d'une formation efficace du personnel de recensement.

STATISTIQUES ET ENREGISTREMENT DES FAITS D'ETAT CIVIL

97. Les participants, ayant examiné la situation actuelle des statistiques et de l'enregistrement des faits d'état civil dans les pays africains, se sont déclarés préoccupés de ce que cette situation demeure en général défavorable en ce qui concerne la création de systèmes efficaces d'enregistrement des faits d'état civil et de rassemblement des statistiques correspondantes. Dans cette perspective, et en vue du Programme mondial de 1973 pour l'amélioration des statistiques d'état civil, la Conférence a demandé instamment que de nouvelles mesures soient prises en ce sens, en particulier une augmentation de l'assistance technique des Nations Unies aux pays intéressés, la réunion d'un deuxième Cycle d'études africain sur les statistiques et l'enregistrement des faits d'état civil, et la préparation à brefs délais du manuel envisagé sur les statistiques et l'enregistrement des faits d'état civil.

PROGRAMME DE POPULATION EN AFRIQUE

98. Les délégués ont noté avec satisfaction l'élaboration, à partir du 1er septembre 1969, du programme élargi de population en Afrique, conformément à la résolution 2211(XXI) de l'Assemblée générale et aux recommandations de la cinquième session de la Conférence des statisticiens africains, de la treizième session de la Commission de la population et de la mission des Nations Unies pour le programme démographique en Afrique. Le Cycle d'études sur les méthodes de sondage en Afrique (1968) et le Cycle d'études sur l'application des données et de l'analyse démographiques à la planification du développement en Afrique (1969) ont, entre autre, accueilli favorablement l'expansion des activités démographiques du secrétariat de la CEA. Le programme de travail établi par le secrétariat de la CEA sur la base de ces mandats et recommandations a été approuvé à la neuvième session de la Commission économique pour l'Afrique, et sa mise en œuvre est financée par le Fonds des Nations Unies pour les activités démographiques, auquel contribue entre autre la Suède, le Royaume-Uni et plus particulièrement les Etats-Unis. Les participants ont noté avec un vif intérêt

l'affectation de fonctionnaires des programmes démographiques des Nations Unies chargés d'aider les pays africains à formuler leurs programmes relatifs à la population.

99. Le Programme a été présenté, et examiné dans ses différents objectifs : développement des moyens régionaux d'étude et de recherche (y compris les projections de la population totale et de ces divers éléments : urbain ou rural, d'âge scolaire etc.), services d'information et de consultation, formation et études démographiques de cas concrets.

100. Les délégués ont suggéré que l'étude consacrée à la dimension et à la croissance de la population urbaine des pays africains soit étendue aux centres administratifs et localités à caractère urbain d'une population inférieure à 20.000 habitants; ils ont également recommandé que le coût de l'urbanisation soit inscrit comme une rubrique spéciale dans l'étude envisagée sur les aspects économiques et sociaux des niveaux et tendances de l'urbanisation. Il a été également demandé que le secrétariat entreprenne une étude des coûts et avantages des recensements de population dans les pays africains.

101. Les délégués ont été informés des progrès réalisés en vue de l'établissement d'un Centre de recherche et de formation démographique à l'intention des pays anglophones situés au sud du Sahara; ils ont noté avec un vif intérêt l'offre officieuse d'un gouvernement d'accueillir le Centre sur son territoire et d'augmenter sa contribution équivalente si les Nations Unies peuvent aussi augmenter la contribution qui est proposée, et qui est inférieure à celle dont bénéficie le Centre situé au Caire. Les participants ont instamment recommandé la création rapide d'un Centre de formation et de recherche destiné aux pays francophones situés au sud du Sahara, et ont été avisés des plans des Nations Unies en vue d'une très prochaine mission exploratoire. La mission des Nations Unies pour le programme démographique a suggéré Dakar et Abidjan comme sièges possibles de ce Centre; il a été demandé de considérer aussi Kinshasa comme un siège possible et le représentant du Cameroun a réclamé également que la candidature de Yaoundé soit prise en considération. Les plans des centres, ainsi que les grandes lignes du programme des cours, seront communiqués aux pays dès que

possible; l'espoir a été exprimé que le programme des études soit convenablement coordonné avec celui des stages de formation statistique sous patronage national ou international, destinés aux candidats non titulaires d'un diplôme universitaire.

102. Les délégués ont enregistré avec satisfaction la création, pour la première fois en Afrique de services consultatifs régionaux de démographie et les pays ont été invités à recourir à ces services pour les études et analyses démographiques (y compris les projections), la formation, les services d'information et les politiques et programmes de population.

103. Les représentants du Ghana, du Kenya, du Maroc, de la Tunisie et de la RAU ont rendu compte de l'avancement actuel des programmes de planification familiale dans leurs pays respectifs. Il a été suggéré que le rapport de la mission récemment envoyée par les Nations Unies en RAU pourrait être distribué aux autres pays africains intéressés dans le cadre des services d'information du Programme de population en Afrique. On a également noté qu'une mission en Tunisie était prévue pour examiner le financement du programme élargi de planification familiale. L'espoir a été exprimé que le Groupe de travail sur les études de la fécondité et l'évaluation des programmes de population, qu'on se propose de réunir du 26 au 30 janvier 1970 pourrait fournir des renseignements et des directives pour l'évaluation des programmes de planification familiale. A ce sujet, le représentant du Royaume-Uni a décrit les plans de son Gouvernement pour aider les pays africains dans le domaine des programmes de population et de planification familiale.

104. La Conférence a pris note du fait que la réunion envisagée pour l'étude des statistiques nécessaires pour la planification de l'éducation verrait son titre changé en celui de "Réunion sur les aspects démographiques de la planification de la main-d'oeuvre et de l'éducation" et il a été suggéré que l'organisation de cette réunion soit coordonnée avec le Siège des Nations Unies, l'OIT et l'UNESCO.

105. Au sujet des réunions qui ne sont pas actuellement financées par le Fonds des Nations Unies pour les activités démographiques, les délégués

ont pris note avec une vive satisfaction de l'invitation du Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne à tenir à Wiesbaden et à Bonn un Cycle d'études africain sur les statistiques démographiques et l'utilisation des ordinateurs, accordant une attention particulière à la recherche démographique. (Le titre en était précédemment : Cycle d'études sur le traitement des données des recensements de la population); ce Cycle d'études se tiendrait à la fin de 1970 pour les pays d'expression anglaise, et au début de 1971 pour ceux d'expression française. Les délégués ont aussi noté avec un vif intérêt la déclaration, faite par le représentant de l'URSS selon laquelle le Groupe de travail africain envisagé sur les statistiques et les études de migration et d'urbanisation était considéré comme digne d'intérêt et que la possibilité de le réunir en URSS serait examinée.

APPLICATION DES DONNEES ET DE L'ANALYSE DEMOGRAPHIQUES A LA PLANIFICATION DU DEVELOPPEMENT

106. Les participants ont pris note du rapport du Cycle d'études sur l'application des données et de l'analyse démographiques à la planification du développement (E/CN.14/CAS.6/9). On a estimé que, dans les prochaines études, il conviendrait de tenir compte également des aspects démographiques de l'aménagement du territoire. A cet égard, les participants ont été informés du Cycle d'études interrégional organisé récemment sur le même sujet à Kiev, sur l'invitation de la RSS d'Ukraine, et de la décision du Gouvernement du Royaume-Uni d'organiser en 1970 un Cycle d'études sur les aspects démographiques de la planification urbaine, en collaboration avec l'Organisation des Nations Unies.

AUTRES ACTIVITES EN MATIERE DE STATISTIQUES DEMOGRAPHIQUES ET SOCIALES

107. Les traits essentiels des programmes de statistiques démographiques et sociales et des programmes démographiques ont été indiqués lors des sessions antérieures. Le développement des statistiques dans les domaines connexes

incombe aux institutions spécialisées des Nations Unies et au FISE, de telle sorte que les fonctions du secrétariat se limitent normalement à la collecte des données pour la région et à leur utilisation au cours d'une analyse plus approfondie. Les représentants de ces organisations ont signalé les travaux qu'elles effectuaient.

FAO

108. L'attention des participants a été attirée sur les travaux de la FAO dans les domaines relatifs aux études démographiques et aux statistiques démographiques, tout particulièrement les travaux entrepris dans le cadre du programme inter-institutionnel coordonné par le sous-comité des questions démographiques du Comité de coordination de l'administration. Les activités de la FAO dans le domaine démographique portent sur la recherche concernant les rapports entre les tendances démographiques et le développement agricole. Ces activités comprennent l'étude des répercussions des tendances démographiques sur l'approvisionnement, la demande et les besoins en denrées alimentaires, ainsi que sur les ressources et les caractéristiques de la main-d'oeuvre agricole. La FAO s'intéresse également aux répercussions de l'alimentation et des facteurs nutritionnels sur un certain nombre de variables démographiques, ainsi qu'aux aspects éducationnels de la planification en vue de l'amélioration de la vie familiale, en collaboration avec d'autres organismes internationaux et d'autres organisations non gouvernementales.

109. On a signalé qu'il serait possible de disposer d'un plus grand nombre de renseignements sur la population agricole et sur la main-d'oeuvre agricole après le Recensement agricole mondial de 1970, et on a souligné l'importance de ces renseignements pour la planification du développement agricole, compte tenu tout particulièrement du fait que ces données sont généralement présentées sous forme de tableaux à entrées multiples indiquant les caractéristiques des exploitations agricoles. On a fait remarquer que les statistiques démographiques de caractère plus spécialisé requises pour les études des différences de consommation alimentaire entre les divers groupes de population etc., pouvaient être fournies grâce aux activités spéciales encouragées par la FAO, telles que les enquêtes sur la

consommation alimentaire des ménages et aux activités envisagées dans le cadre du Programme de la FAO pour l'amélioration de la vie familiale.

110. On a souligné l'importance des données sur la population agricole que l'on peut obtenir à partir des recensements de la population ainsi que celle des diverses applications des données démographiques en vue de la planification du développement agricole. On a estimé que, en raison des difficultés rencontrées lors de l'établissement de ces recensements et du fait que les Principes et recommandations pour le recensement de la population en 1970 ne recommandent pas le rassemblement de données sur la population agricole, les travaux entrepris dans les pays africains concernant le recensement de la population ne permettent pas toujours d'obtenir facilement des renseignements à ce sujet.

111. Les participants ont également été informés des travaux entrepris par la FAO en ce qui concerne l'estimation de la population agricole et de la population économiquement active dans le secteur agricole, ainsi que des projections qui sont faites actuellement pour ces données concernant tous les pays du monde, en collaboration avec les autres institutions des Nations Unies. Les participants ont reconnu la nécessité, indiquée par le Groupe de travail inter-institutionnel sur les projections démographiques, d'une harmonisation des estimations et des projections établies par les diverses institutions des Nations Unies, afin que l'on utilise constamment une série unique de statistiques démographiques.

O.I.T.

112. Le représentant de l'OIT a fait une courte intervention concernant la Classification internationale type des professions (CITP). Il a fait remarquer que l'on doit chercher principalement à recueillir des statistiques qui peuvent s'adapter à cette classification type, mais que celle-ci n'est pas normalement destinée à être appliquée directement au niveau national; il faut généralement l'interpréter et l'adapter en fonction des conditions locales. Il n'est pas possible d'envisager une classification régionale pour l'Afrique parce qu'il n'y a pas d'uniformité dans les conditions et qu'il se poserait les mêmes problèmes qu'au niveau mondial.

113. L'OIT est prête à fournir des exemplaires supplémentaires de la CITP ainsi qu'une classification des titres et codes. Cette dernière servira à établir des listes codées pour l'élaboration des données de recensements et l'utilisation de l'ordinateur pour la classification alphabétique du matériel présente également des avantages lorsqu'il s'agit de titres nationaux identifiés par un code.

114. Il a été suggéré que la plupart des pays pourraient utiliser une classification des professions se rapprochant de la CITP. La conférence a noté qu'il existe certaines possibilités d'assistance technique dans ce domaine et qu'une assistance extérieure serait éventuellement nécessaire vu que la classification des professions pose des problèmes particuliers.

FISE

115. Les idées principales contenues dans le document E/CN.14/CAS.6/INF.2 relatives aux besoins en statistiques dans la planification du développement de l'Enfance-Jeunesse sont les suivantes :

- 1) L'analyse statistique de la condition actuelle de l'Enfance-Jeunesse africaine et de ses perspectives d'avenir appelle une collecte systématique de données statistiques pour une planification de ses besoins.
- 2) Cette collecte des données peut se faire à chacune des phases de la croissance même de l'enfant, et pour chacun des principaux secteurs de développement : santé, éducation, nutrition, emploi, etc..
- 3) Il est également nécessaire de disposer de données liant un secteur à un autre et de données dans certains domaines sociaux souvent négligés : délinquance, migration, urbanisation, prostitution, etc..
- 4) Beaucoup de données qui sont nécessaires à la planification des problèmes de l'enfance-jeunesse sont disponibles ou pourraient l'être - mais le degré de disponibilité et de validité varie d'un domaine à l'autre.

- 5) Il serait nécessaire de porter l'accent sur la recherche statistique surtout sur les problèmes de jeunesse dans les campagnes en ce qui concerne : la nutrition, la santé, l'emploi, etc. en adoptant des critères de mesure mieux adaptés aux conditions africaines.
- 6) Le recours à des données administratives peut également donner des informations utiles sur les tendances.

116. En conclusion : il serait possible d'obtenir et d'améliorer les données nécessaires à l'étude des besoins de l'enfance-jeunesse en :

- 1) intégrant tant dans la collecte que dans l'exploitation des données de l'enquête démographique 1970 des sujets relatifs à l'enfance-jeunesse - le coût en serait marginal. Ce qui est en accord avec les recommandations régionales pour le recensement des populations et de l'habitat.
- 2) Tenant compte des besoins statistiques de l'enfance-jeunesse dans les autres enquêtes par sondage : sur les budgets, l'état civil, l'agriculture, la santé, etc..
- 3) Associant davantage les consommateurs (planificateurs sociaux) aux enquêtes en leur demandant leurs besoins statistiques. Dans cet ordre d'idées il serait souhaitable de tenir un groupe de travail entre statisticiens et planificateurs sociaux pour établir la liste des besoins statistiques nécessaires à la planification des problèmes de l'enfance-jeunesse. Le tableau indicatif présenté dans le document E/CN.14/CAS.6/INF.2 va dans ce sens, et les expériences réalisées en Asie pourraient être utiles.

OMS

117. Le rapport du Cycle d'études sur l'organisation et l'administration des services de statistiques démographiques et sanitaires en vue du développement des services de santé de base, qui s'est tenu à Brazzaville en juin 1969, a été présenté. Ce Cycle d'études avait demandé une coordination étroite entre les services responsables de l'enregistrement des faits

d'état civil et les services responsables des statistiques démographiques et sanitaires. Il avait également attiré l'attention sur la nécessité d'assurer une formation théorique et pratique aux méthodes statistiques pour toutes les catégories de personnel et avait examiné le programme d'études pour ces cours de formation.

118. Il a également été question des activités de l'OMS en matière d'assistance technique aux pays de la région dans le domaine des statistiques démographiques et sanitaires, de l'assistance concernant la formation du personnel responsable des statistiques sanitaires, et des programmes en vue de la création de services de statistiques démographiques et sanitaires. Ces activités de l'OMS ont été entreprises afin de répondre aux besoins des pays africains, dont bon nombre ont enregistré, au cours de ces dernières années des changements dans la structure des services nationaux de santé publique et qui ont fait en sorte que ces services soient élargis de façon à inclure également les services de statistiques démographiques et sanitaires. Ceci est important pour leur permettre d'assumer les responsabilités essentielles en vue du rassemblement et de l'analyse des données statistiques démographiques et sanitaires.

COMPTABILITE NATIONALE

119. Les discussions portant sur ce point de l'ordre du jour se sont fondées sur deux documents : le Rapport du Groupe de travail sur les statistiques de la distribution du revenu (E/CN.14/439) et le Rapport du Cycle d'études sur les statistiques des prix et des quantités (E/CN.14/NAC/36; E/CN.14/CAS.6/10).

120. Le Groupe de travail sur les statistiques de la distribution du revenu, réuni à Addis-Abéba en décembre 1968, avait pour but de contribuer à l'élaboration d'un système de statistiques de la distribution du revenu, de la consommation et des richesses, qui compléterait le SCN et le CPM à l'échelon macro-économique et micro-économique. Les participants ont noté que, depuis la réunion tenue à Addis-Abéba en 1968, le cadre conceptuel du système de statistiques de la distribution du revenu qui avait été proposé

et qui figure dans le document E/CN.14/NAC/29 du Bureau de statistique des Nations Unies, a été révisé à la suite d'une série de consultations régionales sur ce sujet et que le système a été élaboré plus en détail, fournissant également des propositions en vue de la mise en tableaux. La version révisée du document sur les statistiques de la répartition des revenus doit être présentée à la Commission de statistique en 1970.

121. On a souligné que les enquêtes sur les budgets des ménages constituent la meilleure source pour obtenir des données sur les statistiques de la distribution du revenu. Cependant, il convient également d'exploiter d'autres sources de données telles que les déclarations en vue de l'impôt sur les revenus, les enquêtes et recensements concernant les établissements, les statistiques de la sécurité sociale, etc.. On a constaté que les données concernant l'impôt sur le revenu avaient une couverture incomplète et que les déclarations faisaient l'objet d'erreurs par défaut. On a également souligné qu'il serait difficile d'obtenir des données sur les statistiques de la distribution du revenu au moyen d'enquêtes annuelles sur les budgets des ménages, en raison des dépenses exorbitantes que cela impliquerait.

122. Les participants ont été informés par le représentant de la FAO des travaux envisagés concernant la collecte des statistiques de la distribution du revenu dans les zones rurales. Ce projet se trouve au stade initiale et porte sur l'utilisation possible des données collectées grâce à des enquêtes nationales sur les exploitations agricoles.

123. Les participants ont estimé que, alors que les données sur la distribution du revenu, la consommation et la richesse devaient être rassemblées aussitôt que possible à partir de diverses sources, en particulier à partir des enquêtes sur les budgets des ménages effectuées dans la région, le système complémentaire de statistique de la distribution du revenu devait se voir accorder la plus haute priorité. Le Rapport E/CN.14/439 du Groupe de travail a été adopté.

124. La Conférence est ensuite passée à l'examen du rapport du Cycle d'études sur les statistiques des prix et des quantités, qui s'est tenu à Addis-Abéba immédiatement avant la sixième session. On a fait remarquer que le rapport du Cycle d'études était fondé essentiellement sur deux

documents méthodologiques préparés par le Bureau de statistique des Nations Unies, à savoir Un projet de système d'indices de quantité et de prix (E/CN.3/401) et le Rassemblement et l'exploitation de séries de données sur les prix et les quantités (E/CN.3/402). Le système proposé d'indices de quantité et de prix est destiné à compléter le SCN et le CPM. Le champ d'application des indices couvre les transactions en matière de biens et de services, mais exclut la plupart des flux de revenu (par exemple les transferts, les intérêts, les dividendes, etc.), qui ne peuvent pas être décomposés en deux éléments - quantités et prix - à l'aide d'unités de mesure qui leur sont propres.

125. On a estimé que la coordination concernant l'établissement des nombres indices dans les services statistiques d'un pays était essentielle et que la meilleure façon de l'assurer était dans le cadre de la comptabilité nationale.

126. Les participants ont été informés que, dans certains pays de la région, la suggestion figurant au paragraphe 23 du Rapport E/CN.14/CAS.6/10, visant à ce que l'on procède tout d'abord au choix des déclarants, ensuite des biens et services marchands et enfin de la variété de ces biens et services, n'était pas toujours pratique dans les pays africains. Dans un cas au moins, on a d'abord choisi des variétés de biens et services, ensuite ces biens et services et enfin les déclarants.

127. On a noté l'absence d'une classification des produits admise à l'échelon international. Les participants ont été informés que l'on travaille actuellement à l'établissement de cette classification dans le Bureau de statistique des Nations Unies. Les participants ont été également informés par le représentant de la CEE qu'une classification détaillée des produits avait été préparée en français par cette organisation et qu'elle pourrait intéresser les pays francophones de la région.

128. On a souligné que les cours de formation en matière de comptabilité nationale doivent porter essentiellement sur les difficultés pratiques de la collecte des données. Les participants ont noté que l'on prépare actuellement des manuels sur les divers aspects du SCN compte tenu de ce problème.

129. On a attiré l'attention des participants sur un questionnaire sur les statistiques du secteur public qui sera envoyé aux pays et, on a décidé que les délégués chercheraient par tous les moyens à assurer que ce questionnaire soit complété et renvoyé en temps voulu pour permettre l'achèvement d'un rapport à ce sujet qui doit être présenté au Cycle d'études sur les statistiques du secteur public que l'on se propose de tenir vers la fin de 1970.

METHODES DE SONDAGE ET ENQUETES PAR SONDAGE

130. La conférence a considéré les documents suivants : Rapport du Cycle d'études sur les méthodes de sondage E/CN.14/CAS.6/4; Répertoire des enquêtes budget-consommation des ménages effectuées en Afrique E/CN.14/CAS.6/26; Esquisse d'un manuel des enquêtes démographiques par sondage en Afrique E/CN.14/CAS.6/22.

Cycle d'études sur les méthodes de sondage

131. Un Cycle d'études sur les méthodes de sondage a été organisé par la CEA à Addis-Abéba en juin 1968. Les participants à ce cycle ont étudié les progrès réalisés dans l'application des méthodes de sondage dans tous les domaines (à l'exception des enquêtes sanitaires). Dans certains de ces domaines l'expérience acquise s'est révélée importante et suffisamment variée pour permettre de dégager des principes généraux et de recommander une méthodologie le mieux adaptée aux besoins.

132. Dans le domaine des statistiques de travail les participants du cycle d'études ont remarqué l'insuffisance des travaux effectués jusqu'ici et ont demandé au BIT de se pencher davantage vers les problèmes qui se posent dans ce domaine aux pays africains particulièrement en ce qui concerne les futurs développements de la méthodologie des sondages et la formation de statisticiens spécialisés dans les problèmes de la main-d'oeuvre. A cet effet, la Conférence a pris note de l'intention de la CEA d'organiser un groupe de travail qui doit étudier, à Addis-Abéba en janvier 1970, les problèmes des statistiques industrielles en Afrique y compris les enquêtes sur l'emploi.

133. Le Cycle d'études a également recommandé que la OEA prépare des manuels relatifs aux méthodes des enquêtes dans les différents domaines (voir les paragraphes 143 à 145).

Répertoire des enquêtes budget-consommation

134. Le secrétariat a présenté un répertoire de toutes les enquêtes budget-consommation des ménages effectuées en Afrique. Ce document a pour but : de fournir les références de base pour toute étude synthétique de la consommation africaine; de faire le point des méthodes les plus couramment utilisées afin d'orienter les statisticiens qui auront à préparer des enquêtes futures; et d'aider les chercheurs à trouver les données susceptibles de les intéresser.

135. Certains délégués ont fourni des informations destinées à compléter les lacunes signalées dans le répertoire.

Activités dans la région

136. Les conseillers régionaux continuent de circuler dans la région à la demande des différents gouvernements. On a signalé que 11 pays avaient reçu des conseils en matière d'enquêtes par sondage depuis la cinquième Conférence des statisticiens africains. La Conférence a fait remarquer que l'utilité de cette assistance dépendait le plus souvent de la présence du conseiller au stade préparatoire d'une enquête.

137. Le conseiller régional en matière de sondages a également donné des cours sur les méthodes de sondage dans les écoles de statistiques d'Abidjan et d'Addis-Abéba.

138. Quant aux activités des pays, nombreux sont ceux qui projettent des enquêtes démographiques dans un avenir proche. Dans plusieurs cas, ces enquêtes devraient tenir lieu de recensement.

139. La majorité des pays se propose également d'effectuer des enquêtes agricoles dans le cadre du recensement mondial de l'agriculture de 1970. (Voir paragraphes 151 à 157).

140. Enfin on a signalé que des travaux relatifs à des enquêtes budget-consommation sont en cours dans 12 pays de la région.

141. La Conférence a souhaité un accroissement de l'activité dans le domaine de la recherche sur la méthodologie des enquêtes dans les pays aussi bien qu'à la CEA. On sait que les erreurs d'observation dans des enquêtes peuvent être très graves; il serait par conséquent logique de consacrer une part plus importante des ressources allouées aux enquêtes à la recherche destinée à dégager une méthodologie plus satisfaisante.

142. La Conférence a notamment évoqué les problèmes posés par les enquêtes sur l'élevage nomade qui intéressent plusieurs pays africains. Elle a renouvelé la demande exprimée à la FAO par la cinquième session de la Conférence de continuer ses études dans ce domaine. On a souligné la valeur des relevés aériens pour le recensement du cheptel; et la conférence a pris note de l'expérience du Kenya dans ce domaine.

Manuel sur les enquêtes démographiques

143. La conférence a approuvé la décision du secrétariat de donner la priorité à ce manuel plutôt qu'à celui sur les enquêtes budget-consommation.

144. La conférence a étudié l'esquisse du manuel (E/CN.14/CAS.6/22). Les délégués ont suggéré de nombreuses modifications en vue de l'améliorer; certains ont exprimé le désir de disposer du projet de manuel avant sa publication définitive; le secrétariat s'est donc engagé à diffuser le projet aux directeurs des services statistiques africains dès qu'il sera élaboré. On a également prévu une étroite collaboration avec le Service de Coopération de l'INSEE.

145. Certains voudraient un manuel concis, d'autres un document exhaustif. Enfin, d'autres, conscients du retard qu'impliquerait la publication d'un manuel très détaillé, ont suggéré une publication en deux temps. Il a été finalement convenu qu'un manuel simple et relativement court serait préparé en premier lieu. On devrait y citer les publications traitant en plus grand détail des divers problèmes mais à condition que les documents auxquels on fera référence soient très accessibles. La question de la publication d'un deuxième tome plus détaillé pourrait être différée jusqu'à la parution du premier.

STATISTIQUES ECONOMIQUES

146. Le secrétariat a présenté le document E/CN.14/CAS.6/20 qui décrit aux paragraphes 96-102 et 106-117 les activités de la section des statistiques économiques générales. Il a ensuite indiqué que le traitement et la publication des données étaient effectués sur le petit ordinateur installé au Siège de la CEA depuis 18 mois et que dans ce but, un certain nombre de séries statistiques avaient été mises sur cartes perforées pour le plus grand nombre possible de pays africains. Les données ainsi recueillies ont été converties en unités standards afin de faciliter les comparaisons entre les pays et permettre des totalisations au niveau régional ou sous-régional.

147. La conférence a noté que ces données sont utilisées pour des travaux de recherche par la Division de la statistique ou par d'autres divisions de la CEA et que des programmes ont été écrits dans ce but. La conférence a été également informée des publications statistiques réalisées. On a souligné que dans le domaine des statistiques du commerce extérieur, une collaboration étroite existait entre la CEA, le Bureau de statistique des Nations Unies et l'Office statistique des Communautés européennes. Le représentant de la CEE a indiqué qu'une publication commune pourrait même être envisagée pour les statistiques du commerce extérieur des pays africains associés au Marché Commun.

148. Les représentants de l'UDEAC et de l'OCAM ont alors présenté le "Plan comptable". Ils ont indiqué que les faits saillants de ce plan étaient la normalisation des comptabilités, la systématisation du classement par nature et l'introduction des éléments des flux de capital. Le traitement par ordinateur de ces données doit également permettre leur utilisation dans les travaux de comptabilité nationale. Il a été demandé qu'un examen de ce plan comptable soit effectué lors de la réunion sur les statistiques industrielles.

149. La conférence a insisté sur les besoins de formation dans le domaine du traitement électronique des données. Les statisticiens reçoivent dans ce domaine une formation théorique et pratique dans les instituts tels que

ceux de Rabat et d'Abidjan. Il a été demandé au secrétariat d'étudier la possibilité d'une formation de programmeurs et d'analystes pour les non statisticiens dont la formation a été jusqu'à maintenant assurée par les sociétés privées.

150. On a informé la Conférence de la nouvelle date de réunion du Groupe de travail sur les statistiques industrielles, 5 au 9 janvier 1970 et non du 11 au 18 décembre 1969 comme cela avait été prévu à l'origine. Les principaux points que le Groupe de travail étudiera sont : le développement des statistiques industrielles courantes en Afrique et les recommandations concernant le programme de statistiques industrielles de 1973. Certains délégués ont exprimé l'opinion que le Groupe de travail pourrait, entre autres, étudier la question des statistiques fiscales comme source de renseignements pour les statistiques industrielles et la ventilation des produits nécessaire à la construction de tableaux input-output. On a également mentionné les statistiques de distribution et la possibilité de réunir un groupe de travail a été envisagée.

Agriculture

151. Les participants ont été informés des travaux de la Commission africaine des statistiques agricoles dans le domaine des statistiques alimentaires et agricoles de la quatrième session de cette Commission qui doit se tenir à Alger (Algérie) du 15 au 20 décembre 1969, ainsi que des conditions requises pour la participation à cette session des pays africains membres de cette Commission. L'ordre du jour de cette session intéresse particulièrement les travaux préparatoires entrepris dans divers pays concernant le Recensement mondial de l'agriculture de 1970. Cet ordre du jour couvrira des aspects importants du programme de statistiques agricoles dans les pays africains, notamment la normalisation des statistiques courantes (statistiques sur les céréales), l'examen de la situation des préparatifs en vue du Recensement mondial de l'agriculture de 1970, la méthodologie du Recensement, les améliorations des rapports du Recensement et de l'enquête et, tout particulièrement, l'utilisation des résultats du Recensement agricole de 1970 comme base pour l'établissement d'un système des statistiques agricoles courantes. Les délégués ont été également priés de faire en sorte que

la nomination des agents de liaison nationaux de cette Commission soit faite par les pays qui sont déjà membres de cette Commission et qui n'ont pas encore présenté ces nominations à la FAO.

152. En ce qui concerne les débats portant sur les statistiques agricoles, on a présenté pour l'information des participants deux documents, à savoir le document E/CN.14/CAS.6/INF.6 sur l'Assistance technique en matière de statistiques agricoles et le document E/CN.14/CAS.6/INF.7 qui traite de l'évolution récente dans le domaine des statistiques alimentaires et agricoles. Etant donné que les problèmes relatifs à l'assistance technique fournie par la FAO avaient déjà été examinés sous le point 5 b) de l'ordre du jour, les délibérations de la Conférence ont porté sur l'évolution des statistiques agricoles et sur les travaux préparatoires entrepris en vue du Recensement mondial de l'agriculture de 1970.

153. De nombreux délégués ont signalé les changements récents qui avaient été adoptés concernant le calendrier de leurs recensements agricoles. Le Recensement agricole du Swaziland sera effectué en 1971/72 au lieu de 1971 et celui du Sénégal ne sera pas entrepris en 1971, mais peut-être en 1972 ou 1973. Le recensement agricole de la Tunisie sera également différé jusqu'en 1972; le recensement de la Zambie sera effectué en 1971/72. La République arabe unie procédera à son recensement agricole en 1970/71; enfin, le recensement de la Tanzanie sera effectué en 1971/72 et un Comité du recensement a déjà été constitué à cet effet.

154. Les pays ont fait état des difficultés qu'ils rencontrent pour financer leurs recensements agricoles et pour préparer un plan d'action approprié en vue du recensement. Ces difficultés résultent des changements apportés au calendrier de ces recensements, communiqué antérieurement à la FAO, ainsi que du fait que l'on envisage actuellement la possibilité de coordonner le recensement agricole avec le recensement de la population en un programme unique d'activité, comme c'est le cas en Tunisie.

155. En ce qui concerne la coordination du recensement de la population avec le recensement agricole, on a attiré l'attention des participants sur les recommandations antérieures de la Commission africaine des statistiques agricoles, qui préconisaient que ces recensements fassent l'objet d'activité

distinctes mais plus étroitement coordonnées. Bien que les avantages de cette méthode apparaissent comme évidents d'après des renseignements et les documents fournis par les recensements de la population pour être utilisés dans la planification des recensements agricoles, le délégué de la Zambie a informé les participants des difficultés d'organisation rencontrées par son pays pour obtenir un cadre approprié pour le recensement agricole d'après le plan adopté pour le recensement de la population en vue de la délimitation des zones de dénombrement. En revanche, on a appris que, dans la République arabe unie, le recensement de la population serait utilisé pour constituer une base des propriétaires terriens et des éleveurs résidant dans les zones urbaines en vue du recensement agricole.

156. Dans certains pays africains, on rencontre des problèmes lorsqu'il s'agit d'obtenir des ressources et des fonds suffisants pour le recensement agricole. La coordination du plan de recensement des pays voisins en vue de constituer un projet combiné à financer à partir des sources internationales a été indiquée comme un moyen possible d'assurer l'aide nécessaire. Cependant, l'expérience des cinq pays de l'UDEAC qui avaient déjà préparé un projet de cette nature n'a pas donné des résultats encourageants, en raison des délais et des difficultés rencontrées au cours des négociations destinées à obtenir l'aide requise.

157. De nombreux pays poursuivent les travaux préparatoires et la formation nécessaires pour les recensements. A cet égard, la plupart des pays ont adopté un programme échelonné d'enquêtes par sondage qui doivent aboutir à l'établissement du recensement agricole après deux ou trois ans. C'est ainsi qu'au Togo un décret présidentiel a déjà été promulgué en vue de la conduite du recensement et on envisage d'organiser en novembre 1969, un Centre national de formation sur les techniques des recensements agricoles, en collaboration avec la FAO. En Tunisie, les travaux préparatoires concernant les trois phases des opérations de recensement comprenant la planification, l'exécution et le traitement des résultats du recensement ont déjà commencé.

158. Outre le recensement, les participants ont été informés des problèmes d'organisation et des problèmes techniques rencontrés dans le domaine des

statistiques agricoles courantes. Parmi les difficultés rencontrées à cet égard, on peut citer les délais administratifs et l'absence de coopération entre les services de statistiques agricoles au sein du ministère de l'agriculture et le bureau central de statistique. On a indiqué que le meilleur moyen de faire face à ces problèmes était de les résoudre à l'échelon national étant donné qu'il n'existe pas de solution type pouvant être adoptée par tous les pays. On a généralement estimé, à cet égard, qu'il est nécessaire de créer des comités statistiques comprenant des représentants des départements gouvernementaux.

159. Dans les travaux entrepris au Kenya, en Zambie et en Ethiopie par exemple, des difficultés sont déjà apparues en ce qui concerne la communication des données appropriées relatives à la production dans les enquêtes entreprises dans ces pays. Bien que des solutions techniques pour la plupart des problèmes rencontrés existent déjà grâce à l'expérience acquise dans la région, on a indiqué que l'introduction d'enquêtes dans les programmes d'enquêtes structurales exigerait que l'on dispose d'un personnel local et que l'on utilise par exemple les agents responsables de la vulgarisation agricole et les recenseurs, afin de contrôler constamment les travaux de plantation et de récolte qui se poursuivent pendant toute l'année.

160. On a estimé généralement qu'il était nécessaire d'obtenir une assistance technique pour résoudre les problèmes concernant les statistiques agricoles. A cet égard, on a souligné que, s'il était facile de trouver des experts en matière de statistiques agricoles, cela n'était pas toujours le cas en ce qui concerne les experts associés qui sont requis pour certains programmes d'enquêtes agricoles.

161. Les participants ont pris note du programme détaillé de formation élaboré par la FAO en vue du Recensement agricole mondial; ils apprécient la formation pratique adoptée dans les centres nationaux de formation et ils ont exprimé le souhait que ces centres soient maintenus avec l'aide de la FAO en vue des enquêtes des statistiques agricoles courantes qui seront entreprises une fois que le Recensement mondial de l'agriculture de 1970 sera terminé.

162. Les délégués de la RAU et du Soudan ont souligné qu'il était essentiel de disposer de renseignements sur les intrants et sur le coût de la production agricole requis pour l'établissement de la comptabilité nationale. Les participants ont été informés des propositions et des études faites actuellement par la FAO en vue d'entreprendre des travaux sur les "enquêtes nationales sur les exploitations agricoles", dans le cadre des programmes d'activité de cette Organisation. Ces travaux permettraient de fournir ces données en même temps que d'autres informations détaillées sur les aspects structureaux, opérationnels et économiques des exploitations agricoles. Ces informations n'étaient pas suffisamment prévues dans les programmes existants des recensements agricoles et des statistiques agricoles courantes.

Transports

163. Après l'examen du point 5 de l'ordre du jour, une brève déclaration a été faite par un représentant de la Fédération routière internationale, venu à Addis-Abéba pour la Conférence routière africaine.

164. Celui-ci a déclaré que sa Fédération, qui a 21 ans d'existence, reconnaît pleinement l'importance des statistiques pour le développement des transports, notamment en ce qui concerne l'utilisation optimale des crédits disponibles. La Fédération coopère avec les Nations Unies par l'intermédiaire de ses commissions régionales et encourage les gouvernements à rassembler les données statistiques relatives aux transports routiers. Son siège, actuellement à Genève, reçoit des renseignements de plus de 100 pays sous forme de réponses à un questionnaire simple; les résultats sont publiés dans l'annuaire intitulé "Statistiques routières mondiales". L'édition de 1969 de cet annuaire contient des données sur 19 pays africains, et l'on espère que d'autres pourront également être inclus dans l'avenir.

165. A propos des Bulletins économiques de la CEA, le représentant de la Fédération routière internationale a estimé qu'il serait utile d'y inclure le chiffre des recettes provenant des taxes frappant les usagers de la route, ainsi que celui de la densité de la circulation. Une estimation de cette dernière est possible à partir du chiffre des ventes de carburant

auto et d'enquêtes par sondage sur la circulation. Ces données permettent d'évaluer le rendement des investissements nets consacrés aux routes, et facilitent les décisions relatives à la répartition de ces investissements.

PROPOSITIONS POUR L'AMELIORATION DES PUBLICATIONS
STATISTIQUES AFRICAINES

166. Le secrétariat a présenté le document E/CN.14/CAS.6/23 et a mis l'accent sur l'importance d'une normalisation des publications mensuelles et trimestrielles de statistiques générales, pour accélérer la coopération et le développement des pays africains. Il a également souligné combien il était nécessaire que les données statistiques soient publiées et diffusées le plus vite possible.

167. Il a également été question des données économiques résumées qui sont actuellement en préparation au secrétariat et des points faibles dans les principales statistiques économiques (comptabilité nationale, industries manufacturières, enseignement, santé, emploi et balance des paiements).

168. Les services statistiques nationaux ont été priés de faire parvenir de toute urgence au secrétariat des données sur 1968 qu'ils n'auraient pas encore communiquées, ceci pour hâter la préparation de la prochaine Etude des conditions économiques en Afrique.

169. Au cours du débat, l'accent a été mis sur les points suivants :

1. La normalisation risque d'être entravée par des problèmes pratiques et par le fait que pour des raisons intérieures certains pays sont obligés de fournir des données sous une forme particulière;
2. les retards dans l'impression rendent difficile une publication rapide des bulletins de statistiques;
3. le détail des tableaux exige certains ajustements, particulièrement pour les statistiques de l'agriculture et de l'éducation;

4. on ne peut pas séparer la question des bulletins mensuels et trimestriels de celle des publications statistiques annuelles et des autres publications statistiques. Plusieurs représentants ont indiqué que cela les intéresserait de pouvoir faire appel à une assistance technique pour les publications statistiques.

170. Le secrétariat a accepté de remettre au point une publication qui pourrait aider les pays à surmonter les problèmes que posent le développement et l'amélioration de leurs propres publications statistiques.

UTILISATION DES STATISTIQUES AFRICAINES DANS LA PLANIFICATION ET LES PROJECTIONS ECONOMIQUES

171. Le secrétariat a présenté le sujet en déclarant qu'aucun document n'avait été élaboré sur la question, parce que la conférence n'avait pas pour but de discuter de problèmes de planification. Mais, comme les statisticiens sont chargés de fournir les données utilisées par les planificateurs et qu'en outre, les statistiques sont étroitement liées à la planification au sein du secrétariat de la CEA, on a jugé opportun de faire savoir aux statisticiens comment on avait utilisé jusqu'à présent les statistiques pour les projections économiques et de leur indiquer les difficultés rencontrées à cet égard.

172. On a signalé que les paragraphes pertinents du document E/CN.14/CAS.6/20 avaient pour objet de donner des renseignements de base sur le programme de travail de la Section de la recherche économique qui relève de la Division de la recherche et de la statistique de la CEA. L'idée principale en est que les recherches sur l'analyse économique, la planification du développement et les études de la situation économique seront centralisées à la CEA. En effet, les travaux accomplis par la CEA constitueront un cadre de statistiques et de projections qui servira de base aux pays de la région, quand ils élaboreront leurs plans de développement. Actuellement, l'accent est mis sur l'harmonisation des plans et sur la coopération économique, dont l'orientation ne saurait être correcte que si l'on dispose des données requises, qui doivent nécessairement provenir des pays - et que

si ces données sont harmonisées, eu égard à la définition de concepts et de classifications. De ce fait les données établies actuellement feront de plus en plus fréquemment l'objet d'essais pour savoir si elles conviennent aux besoins des planificateurs, à l'échelon national, sous-régional, régional et mondial.

Expérience acquise jusqu'à présent

173. Les travaux de projections, que la Section de recherche économique a entrepris, lui ont permis d'examiner et d'évaluer les données disponibles dans la région. Malheureusement, on a constaté de nombreuses insuffisances, dont :

- a) l'absence de nombreuses données de base nécessaires à l'établissement des plans dans certains pays de la région : données de base sur la population, comptabilité nationale, classification économique et fonctionnelle des comptes publics;
- b) le caractère discontinu des données disponibles;
- c) le manque de coordination entre les bureaux de statistiques et les services de planification, d'où contradictions dans les renseignements portant sur une question donnée dans un même pays;
- d) l'insuffisance des notes explicatives sur les données qui ne sont pas complètement compatibles avec les définitions des Nations Unies, ce qui empêche les planificateurs, qui utilisent les données, d'en évaluer la qualité et la fiabilité.

174. En conclusion, on a déclaré que la plupart de ces insuffisances avaient été mises en lumière à l'occasion de diverses réunions sur le développement des statistiques et l'amélioration des publications dans ce domaine; si donc les bureaux de statistiques pouvaient adopter, comme documents de travail, les documents contenant les suggestions formulées à cet égard, la plupart des problèmes qui se posent aux planificateurs pourraient être résolus.

175. Les débats qui ont suivi peuvent être résumés sous les rubriques suivantes :

- a) arguments en faveur ou contre l'adaptation de la planification aux données existantes;
- b) nécessité d'instaurer une coopération entre les planificateurs et les statisticiens pour que ceux-ci puissent savoir exactement ce dont ceux-là ont besoin;
- c) nécessité de faire une étude pour savoir dans quelle mesure les planificateurs utilisent les données établies par les statisticiens;
- d) amélioration et développement des données de base :
 - i) étant donné que maints problèmes se posent aux statisticiens et aux bureaux de statistiques, du fait, en particulier, que certains de ceux-ci sont relativement jeunes, quelques participants ont proposé d'adapter le type de plan à élaborer aux données disponibles. Mais, on a avancé une proposition contraire, en faisant valoir qu'il existe des méthodes types pour élaborer les plans. En outre, si l'on adoptait la première suggestion, certains pays auraient de mauvais plans tandis que d'autres n'en auraient pas du tout. Toutefois, bien souvent, la planification a été introduite après la création des bureaux de statistiques. Aussi, quand les besoins prennent un caractère plus urgent, les bureaux de statistiques doivent-ils adapter leurs services à ces besoins et produire les statistiques requises pour la planification.
 - ii) Des participants ont été d'avis qu'il n'y avait pas assez de coopération entre statisticiens et planificateurs. Dans certains cas, les statisticiens ignorent les besoins des planificateurs. A propos de la coopération, le participant de la Tunisie et l'observateur de l'URSS ont indiqué les méthodes pratiquées dans leur pays où il existe une étroite coopération fondée sur l'existence de comités de coordination entre statisticiens et planificateurs. L'application de ces méthodes a été recommandée aux autres pays membres. Quant à

la méconnaissance par les statisticiens des besoins des planificateurs, on a signalé que l'ensemble du programme de développement des statistiques, du moins en ce qui concerne la CEA, était axé de manière à satisfaire les besoins de la planification du développement économique et social. A cet égard, il existe des documents qui indiquent avec précision toutes les statistiques requises pour la planification et ces documents ont été étudiés, depuis, au moins, les sept dernières années, à des réunions de groupes de travail, à des cycles d'études et à des conférences de statisticiens africains. Ces documents sont les suivants : 1) documents statistiques, Série M 31; 2) le système intermédiaire et 3) un système de comptabilité nationale, étude des méthodes, Série F, No 2, Rev.3. On a fait valoir que si les bureaux de statistiques pouvaient établir les données visées dans ces documents, la plupart des besoins des planificateurs seraient satisfaits.

- iii) Des participants ont jugé que, dans certains cas, les planificateurs n'utilisaient pas une grande partie des statistiques établies, ce qui n'encourageait pas les statisticiens à en produire davantage. On a alors suggéré de faire une étude sur la mesure dans laquelle les planificateurs utilisaient les données existantes. Cette suggestion ayant été approuvée, le secrétariat s'est engagé à étudier la question et à en faire rapport à la prochaine Conférence des statisticiens africains.
- iv) Dans l'ensemble, le secrétariat et le Siège sont d'avis que le problème majeur est encore le manque de données de base et que les bureaux de statistiques devraient consacrer plus de ressources à la production, au développement et à l'amélioration de ces données qui sont essentielles aux planificateurs et que seuls les statisticiens peuvent établir. En outre, cette tâche implique la normalisation des notions et des publications.

PROGRAMME DE TRAVAIL

176. La Conférence a examiné la liste de projets présentée à l'annexe I du document E/CN.14/CAS.6/20 qui doit servir de base aux discussions sur la révision du programme de travail pour la période 1970-1974.

177. On a noté en général que dans la préparation de projets statistiques, il est nécessaire de tenir compte de toutes les utilisations possibles de l'information afin de s'assurer qu'un nombre limité d'études puissent répondre au plus grand nombre de besoins.

178. La conférence a proposé, qu'en principe les cycles d'études et les groupes de travail ne devraient pas toujours se réunir au siège de la CEA. Il y aurait avantage à les organiser dans les pays qui ont déjà une expérience dans les domaines concernés afin de permettre un contact plus étroit avec les applications pratiques.

179. On a également suggéré que les projets de la CEA, au lieu de se concentrer sur des recherches d'ordre général sur les pratiques nationales, devraient essayer d'examiner plus en détail des questions déterminées en étudiant des cas précis.

Programmes statistiques

180. Les recommandations relatives au programme de la CEA dans le domaine de la statistique sont mentionnées ci-après :

- a) La conférence a suggéré que 1970 serait une date trop rapprochée pour organiser le cycle d'études sur le système révisé de comptabilité nationale des Nations Unies. Le projet devrait être reporté à une date ultérieure.
- b) Un certain nombre de pays ont exprimé leur intérêt pour la proposition d'organiser de courts stages sur la comptabilité nationale en 1970, vraisemblablement dans les instituts statistiques de Makerere et de Yaoundé. Cette proposition avait déjà été examinée par le Cycle d'études sur les statistiques des prix et des quantités. On a souligné que des projets axés sur la formation présentent

une importance toute particulière pour les pays dont l'organisation statistique n'est pas encore très développée. La Conférence a fait part de son désir de voir maintenus les services des conseillers régionaux et les autres travaux au niveau des pays qui forment la contrepartie essentielle aux cycles d'études et aux cours de formation.

- c) A la suite de l'enquête que l'UNESCO se propose d'effectuer sur les possibilités de formation statistique en Afrique, on doit réunir un cycle d'études pour examiner les dispositions à prendre dans ce domaine. La Conférence a demandé que ce cycle tienne également compte de la formation des informaticiens.
- d) Réunion des projets 60 c), d) et o) en un seul groupe de travail sur les comptes de production, les balances par produits et l'analyse des tableaux d'input-output aux prix courants et constants.
- e) Le projet 60 e) prendrait la forme de deux groupes de travail, l'un sur les statistiques du secteur des ménages, l'autre sur les transactions financières et le revenu des entreprises. La conférence a été d'avis que l'analyse des flux financiers serait prématurée.
- f) Au projet 60 t) le terme transactions extérieures devra remplacer celui de balances des paiements.
- g) Continuation des projets 60 s) et u) qui s'occupent tous deux des estimations de la richesse nationale sous la forme d'un cycle d'études sur l'évaluation des stocks de capital fixe.
- h) D'autres projets qui pourraient être considérés sont : groupe de travail sur la consommation et la formation de capital. Une seconde réunion sur les statistiques des prix et des quantités et un cycle d'études sur les statistiques démographiques et sociales de l'emploi.

- i) On a admis qu'un Bulletin des comptabilités nationales (Projet 62 i)) n'était pas nécessaire, les données pouvant être incluses dans l'Annuaire.
- j) La Conférence a recommandé que la FAO considère les moyens de recueillir des informations plus détaillées sur l'économie des exploitations agricoles notamment en ce qui concerne les inputs agricoles.

Programme de travail dans le domaine de la population

181. Le secrétariat a entrepris de publier régulièrement des rapports sur l'enregistrement des faits d'état civil et sur les statistiques d'état civil ainsi que l'avait recommandé le Cycle d'études sur l'application des données démographiques à la planification du développement. La Conférence a demandé que le secrétariat prépare le plus tôt possible le manuel sur les statistiques et les faits d'état civil. Elle a également fait siennes les propositions tendant à la réunion, à une date la plus rapprochée possible, d'un second cycle d'études sur l'enregistrement des faits d'état civil et les statistiques qui en découlent, tout en prenant note du fait qu'il n'existait pas de budget pour la tenue de ce cycle d'études. Elle a demandé instamment au secrétariat de rechercher toutes les possibilités dans ce domaine et à ce propos le représentant des États-Unis a proposé de faire part à son Gouvernement de l'importance que la Conférence attachait à la tenue de cette réunion et de lui demander de fournir les fonds nécessaires.

182. La conférence a suggéré de reprendre l'étude de la taille et de la croissance de la population urbaine en Afrique en y incluant les centres qui n'ont pas encore atteint le seuil de 20.000 habitants mais qui présentent des caractères urbains. Elle a également suggéré l'étude des coûts et des bénéfices des recensements de population. Les délégués ont pris note des recommandations exprimées par le Cycle d'études sur les applications des données démographiques à la planification du développement tendant à l'étude de cas spécifiques afin d'établir un certain nombre de modèles

pouvant être utilisés par les pays africains. Après qu'une certaine expérience a été acquise en ce domaine une réunion technique pourrait être organisée.

183. La Conférence, ayant pris note des projets réalisés pour la création d'un centre de formation et de recherche démographiques pour les pays anglophones au sud du Sahara, a demandé instamment que des dispositions soient prises pour la création, le plus tôt possible, d'un centre analogue pour les pays francophones. La collaboration des agences spécialisées des Nations Unies et des pays non africains dans ce domaine serait d'une grande utilité. Des discussions exploratoires ont d'ailleurs déjà eu lieu avec le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne.

184. La réunion envisagée pour étudier les statistiques nécessaires à la planification de l'éducation a été transformée en une réunion sur les aspects démographiques de la planification de la main-d'oeuvre et de l'éducation. Cette réunion devrait être coordonnée avec les programmes du BIT et de l'UNESCO. Un Cycle d'études sur les statistiques de population et l'utilisation des ordinateurs, particulièrement dans le domaine de la recherche sur les problèmes de population (nouveau projet 60 g) se tiendra à Wiesbaden et à Bonn, sur l'invitation du Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne, en deux phases : l'une pour les pays anglophones à la fin de l'année 1970, l'autre pour les pays francophones au début de l'année 1971. La conférence ayant exprimé à nouveau son souhait de voir organisée une réunion sur l'étude des migrations et de l'urbanisation a demandé que celle-ci puisse se tenir en Union soviétique. Cette réunion dépend toutefois de l'invitation du Gouvernement soviétique.

185. Les délégués, ayant pris note de la récente mise sur pied du Programme africain élargi de la population (création qu'ils avaient approuvée), ont vivement souhaité que les recommandations de la Mission des Nations Unies sur le programme de population en Afrique visant au renforcement des effectifs et à la constitution d'une unité autonome chargée des problèmes de la population au sein du secrétariat de la CEA, comme il en existe dans les autres commissions, soient appliquées. Ces recommandations envisageaient également la nomination d'un membre du secrétariat comme démographe régional (poste analogue à celui de statisticien régional) qui serait chargé de

toutes les activités démographiques. La conférence a également recommandé que le programme élargi de population soit mis en oeuvre par une Division de la population qui serait responsable devant le Secrétaire exécutif de la CEA, étant entendu que les statistiques démographiques seraient toujours du ressort de la Division de la recherche et de la statistique.

186. On trouvera à l'annexe V le programme de travail proposé pour la période 1970-1974, révisé pour tenir compte des recommandations de la Conférence. Il est entendu qu'il sera revu par le secrétariat afin de tenir compte de l'étalement des projets dans le temps et des disponibilités en personnel.

AUTRES TRAVAUX

Etudes économiques

187. Le document E/CN.14/CAS.6/25 a été présenté à la conférence et on a brièvement exposé les nécessités de publier une étude économique annuelle. Le plan suggéré pour une telle étude a été préparé d'après les études économiques existantes, les publications statistiques et les données disponibles. On pense que la plupart des pays africains dans la situation actuelle peuvent préparer une telle publication.

188. La Conférence a été tenue au courant du Cycle d'études sur les études économiques annuelles qui doit se tenir en décembre.

189. Les délégués ont posé la question de savoir à qui incombait la préparation de ces études dans les pays africains. Il a été difficile de répondre directement à cette question mais on a indiqué qu'elles étaient préparées actuellement par les bureaux de statistique, par les banques centrales, les ministères des affaires économiques ou les ministères des finances. Mais quel que soit l'organisme qui les prépare les données sont fournies par le service statistique.

Statistiques du tourisme

190. La conférence a souligné que le tourisme était une source de plus en plus importante de devises pour de nombreux pays africains. Le secrétariat

a donné quelques renseignements sur les méthodes utilisées pour connaître les dépenses par touristes. Le Kenya a recueilli les données depuis deux ans déjà ainsi que des renseignements sur les désirs et les besoins des touristes au moyen d'interviews de certains passagers à l'aéroport avant leur départ. L'Ethiopie a tenté d'effectuer un travail analogue sous la forme d'une enquête pilote conduite par les étudiants de l'école statistique de l'Université Hailé Sélassié Ier lors d'exercices de formation.

191. On a suggéré que le secrétariat devrait contacter l'Union internationale des organisations officielles de tourisme afin d'obtenir des renseignements complémentaires sur les statistiques du tourisme.

Comptabilité nationale

192. La Conférence a étudié brièvement la question de savoir par quel service devait être établie la comptabilité nationale. Selon elle la comptabilité nationale doit être du ressort des bureaux de statistiques et non du Plan.

Dispositions pour la septième Conférence des statisticiens africains

193. La conférence a recommandé que la septième session devrait se tenir ailleurs qu'au siège de la CEA. Il a été admis que les délégués discuteraient avec leurs gouvernements et que ceux désirant offrir l'hospitalité à la conférence feraient des propositions au Secrétaire exécutif de la CEA.

ASSOCIATION DES STATISTICIENS AFRICAINS

194. Les statisticiens africains présents à la Conférence ont saisi cette opportunité pour discuter de la création d'une association des statisticiens africains. On trouvera ci-dessous le texte du communiqué de presse publié à cet effet le 28 octobre.

" Un organisme non gouvernemental désigné sous le nom d'Association des statisticiens africains a été créé par les délégués participant à la sixième session de la Conférence des statisticiens africains qui s'est ouverte le 22 octobre au siège de la Commission économique pour l'Afrique (CEA) à Addis-Abéba. Cet organisme bénéficie de l'appui de

personnes représentant bon nombre d'organisations, parmi lesquelles l'Organisation commune africaine et malgache (OCAM), l'Organisation de l'unité africaine (OUA) et la CEA.

Un Comité exécutif de neuf membres a été créé le 25 octobre par l'Association; son mandat sera de 2 ans. Les membres de ce Conseil sont les suivants : M. Taieb Bencheikh (Maroc), Président; M. Ali Ahmed Farag (RAU), Président désigné; MM. Rahary Ramanana (Madagascar) et G.T.N. Kamwambe (Malawi), Vice-Présidents; M. Louis Darboux (Dahomey), Secrétaire trésorier; M. Joseph Van den Reysen (République du Congo), Rédacteur en chef, et MM. Osman Omar (Ethiopie), M.K. Tall (Mali) et Daniel Ghansah (Ghana), Membres du Comité exécutif.

L'Association a pour objet d'encourager le développement de la science statistique, (du point de vue théorique et pratique), d'accroître le contribution de la statistique au bien-être de l'humanité et de favoriser la coopération entre statisticiens. A cette fin l'Association envisage de diffuser des publications consacrées aux méthodes statistiques et à leur application; d'encourager la recherche et d'assurer des niveaux professionnels élevés et une formation aux disciplines de la statistique.

Elle envisage également d'éveiller l'intérêt des gouvernements, des organisations gouvernementales, des établissements d'enseignement, des autres organismes intellectuels et scientifiques et du grand public pour la statistique.

M. Bencheikh a félicité le secrétariat de la CEA des précieux services qu'il a rendus en vue de la fondation de la nouvelle Association.

L'idée de la création de l'Association des statisticiens africains avait été suggérée en 1964 à la Réunion sous-régionale des Chefs des bureaux de statistique de l'Afrique de l'ouest. Les participants à la quatrième session de la Conférence des statisticiens africains tenue en 1965 ont appuyé cette initiative et prié M. E.N. Omaboe (Ghana) de rédiger un projet de statuts. Ce projet de statuts a été adopté par les participants à la cinquième session de la Conférence des statisticiens africains en novembre 1967, et un Comité provisoire a été constitué.

Les porte-parole de l'Association ont souligné que ses objectifs sont d'ordre scientifique plutôt que politique et qu'il s'agit avant tout d'une association africaine à laquelle les statisticiens adhèrent à titre individuel. Ce n'est pas une fédération d'associations nationales ou multinationales, bien que les institutions et les associations puissent y adhérer.

Les non-Africains qui s'intéressent aux problèmes statistiques africains ou qui travaillent dans ce domaine peuvent devenir membres associés, afin de participer au développement statistique de l'Afrique ou de se tenir au courant des progrès réalisés. "

ANNEX I / ANNEXE I

LIST OF PARTICIPANTS / LISTE DES PARTICIPANTS

<u>Country/Pays</u>	<u>Names/Noms</u>
ALGERIA / ALGERIE	M. M. Labidi Chef du Département Statistiques économiques et financières Sous-Direction des Statistiques Direction générale du Plan et des Etudes économiques 10, rue des Fontaines Alger
BOTSWANA	Mr. R.M. Allen Government Statistician Central Statistics Office Private Bag, 24 Gaborone
CAMEROON / CAMEROUN	M. Mouoyebe Ndedi Directeur de la Statistique et de la Comptabilité nationale B.P. 660 Yaoundé
CENTRAL AFRICAN REPUBLIC / REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE	M. H.S. Biallo Directeur p.i. Direction de la Statistique générale et des Etudes économiques B.P. 954 Bangui
CONGO (DEM. REP. OF) / CONGO (REP. DEM. IU)	M. P. Bokemposila Directeur Direction des Statistiques économiques Institut national de la Statistique B.P. 20 Kinshasa-Kalina
CONGO (Brazzaville)	M. François Bitta Directeur Service national de la Statistique, des Etudes démographiques et économiques B.P. 2031 Brazzaville

<u>Country/Pays</u>	<u>Names/Noms</u>
DAHOMEY	M. G. Medje Sous-Directeur Direction de la Statistique B.P. 239 Cotonou
ETHIOPIA / ETHIOPIE	Ato Dub Liben Statistician Central Statistical Office P.O. Box 1143 Addis Ababa Ato Mekonnen Tekle Haimanot Statistician Central Statistical Office P.O. Box 1143 Addis Ababa Ato Osman Omar Statistician Central Statistical Office P.O. Box 1143 Addis Ababa Miss Amsale Mekasha Statistician Central Statistical Office P.O. Box 1143 Addis Ababa Ato Bekele Gebretsadik Statistician Central Statistical Office P.O. Box 1143 Addis Ababa Ato Berhanu Disasa Statistician Central Statistical Office P.O. Box 1143 Addis Ababa
FRANCE	M. R. Blanc I.N.S.E.E. 29, Quai Branly Paris VII

<u>Country/Pays</u>	<u>Names/Noms</u>
GHANA	Mr. J.E. Tandoh Government Statistician Central Bureau of Statistics P.O. Box 1098 Accra
IVORY COAST / COTE-D'IVOIRE	M. J. Arnaud Directeur Ecole de Statistique B.P. 8003 Abidjan M. Jean Boukei Chef du Service des Prix Direction de la Statistique B.P. 222 Abidjan Mme Emissah Chef du service des Statistiques sanitaires et de la Documentation B.P. 4341 Abidjan
KENYA	Mr. S.S. Heyer Chief Statistician Statistics Division Ministry of Economic Planning and Development P.O. Box 30266 Nairobi
LESOTHO	Mr. L.B. Monyake Director Bureau of Statistics P.O. Box 455 Maseru
LIBERIA	Mr. S.D. Greene Director Bureau of Statistics Department of Planning and Economic Affairs P.O. Box 9016 Monrovia

<u>Country/Pays</u>	<u>Names/Noms</u>
MADAGASCAR	M. Famanana Rahary Directeur de l'INSRE I.N.S.R.E. B.P. 485 Tananarive M. Razafinony Guy Chef du service de la collecte et information statistique B.P. 485 Tananarive
MALAWI	Mr. G.T.N. Kamwambe Head, Demographic Section National Statistical Office P.O. Box 333 Zomba Mr. D.W. Blades Director of Census and Statistics National Statistical Office P.O. Box 333 Zomba
MALI	M. M.K. Tall Chef de la Division des Enquêtes Service de la Statistique générale B.P. 12 Bamako-Koulouba
MAURITIUS / ILE MAURICE	Mr. M. Etienne Director Central Statistical Office Rose Hill
MOROCCO / MAROC	M. T. Bencheikh Chef de la Division des Statistiques B.P. 178 Rabat
NIGER	M. J. Adehossi Chef du Service de la Statistique et de la Mécanographie Commissariat général au Développement B.P. 467 Niamey

<u>Country/Pays</u>	<u>Names/Noms</u>
SENEGAL	M. Abdoulaye Diop Ingénieur Statisticien Direction de la Statistique B.P. 116 Dakar
SIERRA LEONE	Mr. G. Coker Senior Statistician Central Statistics Office Tower Hill Freetown
SPAIN / ESPAGNE	Mr. Rafael Gomez Bermejo Chief, Co-ordination Service National Institute of Statistics Madrid VIII
SUDAN / SOUDAN	Mr. Mohamed Elamin Omar El-Hindi Head of the National Income Section Department of Statistics P.O. Box 700 Khartoum
SWAZILAND / SOUAZILAND	Dr. F.T. Russell Director Department of Statistics P.O. Box 456 Mbabane
TOGO	M. T. Kponton Directeur Direction de la Statistique générale B.P. 118 Lomé
	M. R. Bookor Chef de la Division de Documentation et Publication Direction de la Statistique générale B.P. 118 Lomé
TUNISIA / TUNISIE	M. Chadli Tarifa Chef de la Division de la démographie 5 Rue El Moutanabbi El Menzah Tunis

<u>Country/Pays</u>	<u>Names/Noms</u>
TUNISIA (cont'd) / TUNISIE (suite)	M. Mohsen Chaari Directeur de l'Ecole de la Statistique et Chef de la Division de la Statistique agricole 5 bis Rue la Hafsia Tunis
UGANDA / OUGANDA	Mr. I.K. Kabanda Government Statistician Ministry of Planning and Economic Development P.O. Box 13 Entebbe Mr. A.B. Katumba Senior Economist Ministry of Planning and Economic Development P.O. Box 13 Entebbe
UNITED ARAB REPUBLIC / REPUBLIQUE ARABE UNIE	Mr. Ali Ahmed Farag Zin-Eldin Under-Secretary President, Central Statistical Administration Nasr City Cairo Dr. Aziz-Eldin Sayed Ahmed El Tigi Director National Accounts Department Central Statistical Administration Nasr City Cairo
UNITED REPUBLIC OF TANZANIA / REPUBLIQUE UNIE DE TANZANIE	Mr. J.J. Mpogolo Acting Government Statistician Central Statistical Bureau P.O. Box 796 Dar-es-Salaam Mr. J.O. Mkinga Statistician-in-charge of industrial statistics Central Statistical Bureau P.O. Box 796 Dar-es-Salaam

<u>Country/Pays</u>	<u>Names/Noms</u>
UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND / ROYAUME UNI DE GRANDE BRETAGNE ET DE L'IRELANDE DU NORD	Mr. K.V. Henderson Director of Statistics Ministry of Overseas Development London
ZAMBIA / ZAMBIE	Mr. K.C. Onibale Professional Officer Central Statistical Office P.O. Box 1908 Lusaka
OBSERVERS / OBSERVATEURS	
FEDERAL REPUBLIC OF GERMANY / REPUBLIQUE FEDERALE D'ALLEMAGNE	Dr. G. Dennukat Director of Agricultural Statistics and Foreign statistics department Statistisches Bundesamt Postfach 828 6200, Wiesbaden
	Mr. S. Gebauer Chief, Statistical Department Federal Ministry of Economic Co-operation Bonn
USSR / URSS	Mr. A. Alimov Member of the Collegium of the Central Statistical Board of the USSR Moscow
	Mr. E. Tischenkov Deputy-Chief of the Mechanization Processing Statistical Data Department of the Central Statistical Board of the USSR Moscow
USA	Mr. J.H. Rose Statistical Adviser USAID P.O. Box 30157 Nairobi Kenya

UNION DOUANIÈRE ET ÉCONOMIQUE
DE L'AFRIQUE CENTRALE (UDEAC)

M. Kounkou-Louyag
Directeur, Division Douanes,
Statistiques et Fiscalité
UDEAC
Bangui
République centrafricaine

EAST AFRICAN COMMUNITY /
COMMUNAUTÉ DE L'AFRIQUE ORIENTALE

M. H. de Miniac
Directeur
Département des Statistiques
B.P. 245
Brazzaville
République du Congo

Mr. D. C. Singh
Director
East African Statistical Department
East African Community
P.O. Box 30462
Nairobi
Kenya

ORGANISATION COMMUNE AFRICAINE
ET MALGACHE (OCAM)

M. R. Andrianasolo
Chef du Service de la Statistique
OCAM
Yaoundé
Cameroun

EUROPEAN ECONOMIC COMMUNITY /
COMMUNAUTÉ ÉCONOMIQUE EUROPÉENNE

M. V. Paretti
Directeur
Office statistique des Communautés
européennes
Centre Louvigny
Luxembourg

COMMONWEALTH SECRETARIAT

Mr. S.M.I. Ul Mulk
Statistical Adviser
Commonwealth Secretariat
Malborough House, Pall Mall
London S.W.1
Great Britain

FAO

Mr. C.M.H. Morojele
FAO Regional Statistician
P.O. Box 3005
Addis Ababa
Ethiopia

ILO / BIT

Mr. Kenneth J. Penniment
Assistant Chief Statistician
International Labour Office
CH 1211, Geneva 22
Switzerland

IRF / FRI

M. A. Raaflaub
Président de la Fédération routière
internationale
63, rue de Lausanne
CH 1211, Genève 22
Suisse

OAU / OUA

Mr. Abdelrahim M.A. Dirar
Economic Officer
Organization of African Unity
Addis Ababa
Ethiopia

UNDP / PNUD

M. René Gachot
Représentant résident
Programme des Nations Unies pour le
Développement
B.P. 3429
Addis-Abéba
Ethiopie

UNESCO

Mr. L. Goldstone
Chief, Division of Education Statistics
UNESCO
Paris VII
France

Dr. D.V.R. Lakshman
Professor and Adviser
Haile Selassie I University
Addis Ababa
Ethiopia

WHO / OMS

Mr. J. Thilleman
Statistician
WHO Vital and Health Statistics Project
Addis Ababa
Ethiopia

UNICEF

Mr. Anthony Joppa
Regional Planning Officer for
East Africa
P.O. Box 3298
Kampala
Uganda

M. Ibrahima Fall
UNICEF Statistical Consultant
P.O. Box 3001
Addis Ababa
Ethiopia

UN Headquarters/
Siège des Nations Unies

Mr. Hans T. Pedersen
Senior Statistician
Statistical Office
United Nations
New York
United States

ECA Secretariat/
Secrétariat de la CEA

Mr. R.K.A. Gardiner, Executive Secretary/
Secrétaire exécutif

Mr. P. Rajaobelina, Deputy Executive
Secretary/
Secrétaire exécutif adjoint

Mr. A.L. Mullier, Director, Research
and Statistics Division/Directeur,
Division de la Recherche et de la
Statistique

Mr. W.L. Booker, Deputy Director,
Research and Statistics Division/
Directeur adjoint, Division de la
Recherche et de la Statistique

Mr. R.K. Som, Head, Demography and
Social Statistics Section/
Chef, Section de la Démographie et
des Statistiques sociales

Mr. K.C. Wang, Head, National Accounts
and Financial Statistics Section/
Chef, Section de la Comptabilité
nationale et des statistiques finan-
cières

ECA Secretariat (cont'd)/
Secrétariat de la CEA (suite)

Mr. F. Raynal, Head, General Economic
Statistics Section/
Chef, Section des Statistiques
économiques générales

Mr. C. Scott, Regional Adviser/
Conseiller régional

Mr. D. Hill, Regional Adviser/
Conseiller régional

Mr. J.G.C. Blacker, Regional Adviser,
Conseiller régional

Mrs Nguyen thi Nguyen, Regional Adviser/
Conseiller régional

Mr. Z. Rajakovic, Regional Adviser/
Conseiller régional

Mr. D.K. Ghansah, Demographer/
Démographe

Mr. B. Gil, Regional Adviser/
Conseiller régional

Mr. J. Van den Reysen, Statistician/
Statisticien

Mr. I. Ba, Statistician/Statisticien

Mr. R. Casimir, Statistician/
Statisticien

Mr. J. Spykerman, Statistician/
Statisticien

Mr. M. Fall, Statistician/Statisticien

Mr. L.K. Darboux, Statistician/
Statisticien

ANNEXE II

ORDRE DU JOUR

1. Discours d'ouverture.
2. Election du Président et du Vice-Président.
3. Adoption de l'ordre du jour.
4. Délibérations de la CEA et de la Commission de statistique des Nations Unies.
 - a) Questions découlant de la neuvième session de la CEA.
 - b) Questions découlant de la quinzième session de la Commission de statistique des Nations Unies.
5. Examen du développement de la statistique et des questions connexes.
 - a) Développement de la statistique dans la région.
 - b) Assistance technique et formation dans le domaine de la statistique et de la démographie.
 - c) Rapport sur les activités statistiques et démographiques de la CEA.
6. Démographie et statistiques sociales.
 - a) Programme des recensements de la population et de l'habitation de 1970 en Afrique.
 - b) Statistiques et enregistrement des faits d'état civil.
 - c) Expansion du programme de population en Afrique.
 - d) Application des données et de l'analyse démographiques à la planification du développement.
 - e) Autres statistiques et études démographiques et sociales.
7. Comptabilité nationale et statistiques connexes.
 - a) Statistiques de la distribution du revenu.
 - b) Statistiques des prix et des quantités.
8. Méthodes de sondage et enquêtes par sondage.
 - a) Méthodes de sondage.
 - b) Manuel sur les enquêtes démographiques par sondage.
9. Autres activités dans le domaine des statistiques économiques.
10. Amélioration des publications de statistiques africaines.
11. Utilisation des statistiques africaines en vue de la planification et des projections économiques.
12. Programme de travail 1970-1974.
13. Questions diverses.
14. Adoption du rapport.

ANNEX III / ANNEXE III

LIST OF DOCUMENTS
LISTE DES DOCUMENTS

Symbol/Cote

Title/Titre

E/CN.14/CAS.6/1

African recommendations for the 1970 population censuses/
Recommandations africaines concernant les recensements de la population prévus pour 1970

E/CN.14/CAS.6/2

African recommendations for the 1970 housing censuses/
Recommandations africaines concernant les recensements de l'habitation prévus pour 1970

E/CN.14/CAS.6/3

Size and growth of urban population in Africa/
Effectif et accroissement de la population urbaine en Afrique

E/CN.14/CAS.6/4

E/CN.14/418

E/CN.14/SM/11

Report of the seminar on sampling methods/
Rapport du cycle d'études sur les méthodes de sondage

E/CN.14/CAS.6/7

E/CN.14/423

Report on the seminar on the organization and conduct of censuses of population and housing/
Rapport du cycle d'études sur l'organisation et la conduite des recensements de la population et de l'habitation

E/CN.14/CAS.6/8

E/CN.14/INF/32

Report of the United Nations population programming mission for Africa/
Rapport de la mission des Nations Unies pour la programmation démographique en Afrique

E/CN.14/CAS.6/9

E/CN.14/457

E/CN.14/POP/10

Report of the seminar on application of demographic data and analysis to development planning/
Rapport du cycle d'études sur l'application des données et de l'analyse démographiques à la planification du développement

E/CN.14/CAS.6/10

Report of the seminar on statistics of prices and quanta/
Rapport du cycle d'études sur les statistiques des prix et des quanta

<u>Symbol/Cote</u>	<u>Title/Titre</u>
E/CN.14/CAS.6/11/Rev.1	Provisional agenda/ Ordre du jour provisoire
E/CN.14/CAS.6/12	Provisional list of documents/ Liste provisoire des documents
E/CN.14/CAS.6/13	Matters arising from the ninth session of the Economic Commission for Africa/ Questions découlant de la neuvième session de la Commission économique pour l'Afrique
E/CN.14/CAS.6/14	Matters arising from the fifteenth session of the United Nations Statistical Commission/ Questions découlant de la quinzième session de la Commission de statistique des Nations Unies
E/CN.14/CAS.6/15	Summary of country reports on statistical development/ Résumé des rapports des pays sur le développement de la statistique
E/CN.14/CAS.6/16	Report on the regional survey of statistical organization, 1968/69/ Rapport de l'enquête régionale sur l'organisation de la statistique, 1968/69
E/CN.14/CAS.6/17	Technical assistance to statistical developments in Africa/ Assistance technique en vue du développement des statistiques en Afrique
E/CN.14/CAS.6/18	Training programme in Africa in the fields of statistics and demography/ Programme de formation en Afrique dans les domaines de la statistique et de la démographie
E/CN.14/CAS.6/19	African directory of statisticians/ Répertoire africain des statisticiens
E/CN.14/CAS.6/20	Report on ECA statistical and demographic activities/ Rapport sur les activités statistiques et démo- graphiques de la CEA
E/CN.14/CAS.6/21 E/CN.14/458 E/CN.14/POP/9	Report of meeting of the preparatory committee for the African Population Conference/ Rapport final de la réunion du comité prépara- toire de la Conférence africaine sur la popula- tion

<u>Symbol/Cote</u>	<u>Title/Titre</u>
E/CN.14/CAS.6/22	Outline of a manual on demographic sample surveys in Africa/ Esquisse d'un manuel des enquêtes démographiques par sondage en Afrique
E/CN.14/CAS.6/23	Proposals for improvement of African statistical publications/ Propositions en vue d'améliorer les publications statistiques africaines
E/CN.14/CAS.6/24 E/CN.14/POP/3	Principles of application of demographic data and analysis to development planning in reference to Africa/ Principes d'application des données et de l'analyse démographiques à la planification du développement en Afrique
E/CN.14/CAS.6/25	Suggested outline for national annual economic surveys/ Schéma proposé pour les études économiques annuelles des pays
E/CN.14/CAS.6/26 E/CN.14/SM/12	Reference list of household budget-consumption surveys carried out in Africa/ Répertoire des enquêtes budget-consommation des ménages effectués en Afrique
E/CN.14/CAS.5/8/Rev.1	African directory of demographers/ Répertoire africain des démographes
E/CN.14/439	Report of the working group on income distribution statistics/ Rapport du groupe de travail sur les statistiques de la distribution du revenu
E/CN.14/CAS.6/INF.1	General information for participants/ Renseignements généraux à l'intention des participants
E/CN.14/CAS.6/INF.2	Statistical requirements in children and youth development planning/ Besoins en statistiques dans la planification du développement de l'enfance-jeunesse
E/CN.14/CAS.6/INF.3	Improvement of administrative censuses/ Amélioration des recensements administratifs

<u>Symbol/Cote</u>	<u>Title/Titre</u>
E/CN.14/CAS.6/INF.4	New statistical activities in the Soviet Union/ Nouvelles activités statistiques en Union soviétique
E/CN.14/CAS.6/INF.5	The common accounting plan of Central African Economic and Customs Union States/ Le plan comptable commun aux Etats de l'Union douanière et économique de l'Afrique centrale
ISCED/WG/1/Rev.	Introduction to ISCED (revised)/ Introduction à la CITE (révisée)
ISCED/WG/4/Rev.	Two digit classification of ISCED (revised)/ Classification à deux chiffres (révisée)
AFRO 0170 AFR/VHS/35	Organization and administration of vital and health statistics services in relation to the development of basic health services; Report on a Seminar convened by the Regional Office for Africa of the World Health Organization, June 1969/ Organisation et administration des services de statistiques démographiques et sanitaires en vue du développement des services de santé de base; Rapport sur un séminaire réuni par le Bureau régional de l'Afrique de l'Organisation Mondiale de la Santé, juin 1969

ANNEXE IV

ALLOCUTION D'OUVERTURE DU SECRETAIRE EXECUTIF ADJOINT

Je suis très heureux de souhaiter la bienvenue aux représentants des pays, aux observateurs et aux représentants des institutions à la présente sixième session de la Conférence des statisticiens africains.

Cette réunion est un jalon qui marque l'aboutissement de dix années de travail de la part de la conférence. Pendant cette période nous avons assisté à des progrès considérables dans le rassemblement des statistiques africaines aussi bien que dans leur utilisation.

Les services statistiques de la région se sont élargis et améliorés en raison surtout de la nécessité d'avoir des renseignements plus nombreux et de meilleure qualité pour la planification des efforts de développement économique et social. En outre, il ne faut pas perdre de vue que la nécessité pour les entreprises privées de disposer des données économiques, a également contribué d'une façon non négligeable à ce processus. Le fait que l'on dépense maintenant plus d'argent pour ces services montre clairement que les gouvernements sont pleinement conscients à présent de l'importance de bonnes statistiques.

Dans le cadre du développement des statistiques dans la région au cours de ces dix dernières années, les Nations Unies et les institutions spécialisées ont prêté leur assistance pour la création de centres de formation statistique et démographique au Caire, à Rabat, à Accra, à Ibadan, à Yaoundé, à Kampala, à Dar es-Salam et à Addis-Abéba. Ces centres de formation jusqu'à ce jour ont enregistré quelque 2.000 inscriptions et délivré près de 1.500 diplômes et certificats. Des voyages d'études et des centres de démonstration ont été également organisés.

Le secrétariat a, d'autre part, déployé un effort tout particulier dans le domaine de l'amélioration et de l'harmonisation des concepts, des définitions et des méthodes en vue de leur adaptation aux conditions propres à l'Afrique. Une trentaine de réunions ont ainsi rassemblé au cours

des dix dernières années, quelque 400 participants des différents pays de la région. Ces réunions ont porté sur diverses questions statistiques relatives au commerce extérieur, à la comptabilité nationale, à la production industrielle, à la population et à l'habitat.

Les programmes d'assistance technique ont été également nombreux, les Nations Unies et les institutions spécialisées ont octroyé des bourses d'études aux ressortissants de la région et fourni du personnel enseignant et de l'équipement aux centres de formation et de démonstration organisés dans la région.

Des missions à court et à long terme ont été également effectuées auprès des services de statistique par les conseillers régionaux et les experts affectés dans les pays. En moyenne quatre conseillers régionaux statisticiens ont été en service au secrétariat du moins au cours des cinq dernières années et environ 100 experts statisticiens des Nations Unies et des institutions spécialisées ont été dénombrés chaque année dans les pays de la région.

Malgré les progrès évidents qui ont été réalisés, il est clair que les statisticiens africains auront encore à travailler de longues années avant d'aboutir à des résultats entièrement satisfaisants. Pour le moment, il semble que la quantité et la qualité des données maintenant élaborées et les délais de leur publication ne sont pas en rapport avec le personnel et les crédits attribués aux bureaux de statistiques; en d'autres termes, les bureaux ont grandi à un rythme beaucoup plus rapide que leur production. Ce phénomène n'est pas étonnant au stade actuel de leur développement; ceci démontre que dans de nombreux pays il importe, à présent, d'organiser d'une façon plus efficace les activités statistiques.

Il ne serait guère judicieux de trop généraliser sur ce point, la cadence des progrès est sensiblement différente d'un pays à l'autre. Quelques pays ont déjà atteint le stade où ils peuvent produire régulièrement de bonnes données, même si la couverture du sujet n'est pas complète, alors que d'autres semblent avoir de la peine à tenir à jour un nombre limité de

séries de base. Vous serez sans doute en mesure d'étudier plus en détail cette situation au cours de votre examen du développement de la statistique dans la région.

Nous estimons également que le moment est venu de considérer de façon plus approfondie la place des services de statistiques dans la structure générale de l'administration. Comme je viens de le dire, le développement des statistiques résulte en grande partie des nécessités du développement économique et social qui créent des liens administratifs étroits entre les services de statistique et ceux de la planification. Dans la plupart des pays, ces deux services appartiennent à un même ministère, le bureau de statistique étant très souvent un service subsidiaire de l'organe de planification. Dans les tous premiers stades du développement, ce genre d'organisation peut avoir des avantages évidents, mais une fois que le processus de planification est lancé, on considère en général qu'il est souhaitable d'assumer l'impartialité des données statistiques en accordant un certain degré d'indépendance aux services qui les produisent.

Un troisième problème qui se présentera sûrement au cours de vos discussions est celui de l'équilibre des activités dans le cadre des programmes de statistiques. Il est fréquent que le travail se concentre sur le dépouillement et l'exploitation des données provenant de sources administratives alors qu'on n'accorde pas assez d'attention au rassemblement des données auprès du public et des entreprises.

L'ordre du jour de votre réunion comprend un programme de discussions chargé portant sur une variété d'autres sujets. A cet égard, il me faut vous rappeler que l'un des buts fondamentaux de la Conférence est de passer en revue les travaux accomplis par la CEA dans le domaine de la statistique et de faire des recommandations pour ses activités futures. Cette façon de procéder permet de s'assurer que le travail effectué par le secrétariat est organisé en pleine coopération avec les pays de la région.

En ce qui concerne la formation statistique, j'ai le plaisir de vous annoncer que le nouvel Institut de statistique et d'économie appliquée créé en Ouganda fonctionne "à plein régime". Cet Institut est l'équivalent

anglophone de l'établissement pour élèves francophones qui a déjà été créé au Maroc, l'un et l'autre bénéficient de l'aide du PNUD (Fonds spécial). En outre, le Centre de statistique de Yaoundé est maintenant devenu un Institut de formation statistique, également avec l'assistance du Fonds spécial.

Le secrétariat travaille à établir un programme démographique élargi; une initiative analogue a été prise dans les régions d'Amérique latine et d'Extrême-Orient. Les activités relevant de ce programme doivent aider les pays à mieux comprendre les faits démographiques qui sont à la base de tous les aspects du développement et de l'amélioration du niveau de vie. En plus des recherches, des consultations régionales et des activités d'assistance technique, le programme comprend la création de deux nouveaux centres démographiques. Nous tenons particulièrement à connaître les conceptions des participants sur les moyens qu'ils jugent les plus efficaces pour mener à bien toutes ces activités nouvelles. Je dois ajouter que nous constatons avec regret que quelques pays ne sont pas encore en mesure de participer au Programme de recensement mondial de la population prévu pour 1970. Aucun pays ne saurait prétendre avoir de bonnes statistiques aussi longtemps qu'il lui manquera de bons renseignements de base sur sa population, je suggère donc que vous considériez très sérieusement ce problème.

Les Nations Unies ont mis l'accent sur la comptabilité nationale comme étant le noyau des opérations statistiques, et les recommandations concernant un système de comptabilité révisé ont été adoptées à l'échelon mondial. Le système de base a déjà été élargi pour inclure des sujets tels que les statistiques de la distribution du revenu et les statistiques des prix et par la suite il comprendra également les statistiques démographiques. Un certain nombre de réunions se sont déjà tenues en Afrique sur les différents aspects de ce sujet et il s'agit maintenant d'aider les pays de la région à développer leur comptabilité selon les lignes générales déjà arrêtées. A cet égard, j'ai le plaisir de vous annoncer que nous avons récemment nommé comme conseiller régional en comptabilité nationale, Mme Nguyen thi Nguyen qui a déjà acquis une expérience considérable dans les pays africains tant francophones qu'anglophones.

J'ai mentionné plus haut que les pays devaient prêter plus d'attention au rassemblement des renseignements auprès du public et des entreprises afin d'avoir des statistiques plus complètes. Pour cela, on a recours en général à des méthodes de sondage et si l'on veut que celles-ci soient efficaces, il faut les appliquer avec grand discernement. Un cycle d'études sur ce sujet a déjà eu lieu et le secrétariat pense qu'il est indispensable de poursuivre la mise au point de méthodes adaptées à la région. C'est là une autre question au sujet de laquelle les directives de la Conférence sont nécessaires.

Au sein du secrétariat, les activités statistiques sont maintenant étroitement coordonnées avec les travaux sur l'analyse et les études économiques, l'objectif étant de mettre au point un cadre régional d'analyses et de projections qui servira de base aux pays pour la préparation de leurs plans de développement. Ces activités montrent la nécessité d'une normalisation plus poussée des notions et définitions statistiques; le secrétariat a quelques propositions simples à présenter à cet égard.

Enfin je crois savoir que l'on envisage, à l'occasion de la présente Conférence, d'établir une Association des statisticiens africains. Il est certain que les statistiques africaines auront tout à gagner de la constitution d'un organisme professionnel de ce genre qui permettra de s'assurer que l'utilité des statisticiens dans la région est pleinement appréciée. Le succès de l'Association dépend de la quantité de travail que les membres seront prêts à y apporter; l'idée mérite un effort particulier et je lui souhaite tout le succès possible.

Votre ordre du jour est chargé et le temps dont vous disposez pour vos discussions est relativement court. Je suis certain néanmoins que vos recommandations seront aussi précises et utiles que celles de la session précédente de votre Conférence.

ANNEXE V

PROGRAMME REGIONAL DE TRAVAIL POUR LA PERIODE 1970-1975

Cette liste de projets a été établie à partir du programme de travail approuvé par la neuvième session de la Commission économique pour l'Afrique et amendé par les recommandations de la sixième session de la Conférence des Statisticiens africains telles qu'elles sont présentées aux paragraphes 176 à 186 du rapport. Ce programme est étalé sur les années 1970 à 1975 mais il ne sera peut-être pas possible de mener à bien, pendant cette période, tous les projets adoptés par la Conférence.

Les numéros des projets sont les mêmes que ceux qui apparaissent au programme de travail déjà approuvé et à l'annexe du document E/CN.14/CAS.6/20. Ils seront modifiés lorsque les dispositions finales seront arrêtées. Certaines modifications pourront intervenir dans les dates des projets en tenant compte des disponibilités en personnel du secrétariat.

SERVICES STATISTIQUES

59. Développement statistique

- b) Septième session de la Conférence des Statisticiens africains (1971)
- c) Huitième session de la Conférence des Statisticiens africains (1973)

60. Etablissement d'une méthodologie statistique pour l'Afrique

- a) Analyse des prix agricoles utilisés par les pays dans leurs estimations de comptabilité nationale (1968-1970)
-) Cours de formation sur le système révisé de comptabilité nationale (en Anglais à l'Institut statistique de Makerere, en Français à l'Institut statistique de Yaoundé) (1970)
- j) Cycle d'études sur les statistiques industrielles (1970)
- l) Cycle d'études sur les statistiques du secteur public (1970)

- n) Cycle d'études CEA/UNESCO sur les statistiques de l'éducation et la formation (1970) (Note : projet dont le titre était auparavant "Statistiques nécessaires à la planification de l'éducation")
- c, d, o) Cycle d'études sur les comptes de production, les balances par produits et l'analyse des tableaux input-output aux prix courants et constants (1971)
- k) Second Cycle d'études sur l'enregistrement et les faits d'état civil (1971)
- e)(en partie) Cycle d'études sur le secteur des ménages (1972)
- q) Etudes des techniques de l'identification des âges dans les conditions africaines (1972)
- t) Cycle d'études sur les transactions extérieures (1972)
- b) Cycle d'études sur le système révisé de comptabilité nationale des Nations Unies (1973)
- f) Application dans les pays africains du système révisé de comptabilité nationale des Nations Unies (1973/74)
- e)(en partie) Cycle d'études sur le revenu et les transactions financières des entreprises (1974)
-) Cycle d'études sur la main-d'oeuvre et les statistiques démographiques et sociales (1974)
- s, u) Cycle d'études sur l'évaluation des stocks de capital fixe (1975)
-) Deuxième Cycle d'études sur les statistiques des prix et des quantités en Afrique (1975-1976)

Notes :

1. Les projets 60 g), p), r) et v) qui étaient inclus précédemment sous la rubrique "Services statistiques" ont été transférés au programme de la population.
2. Le projet 60 m) "Statistiques pour la planification de la main-d'oeuvre" a été supprimé car le sujet en est compris dans le nouveau projet "Cycle d'études sur la main-d'oeuvre et les statistiques démographiques et sociales".

61. Etudes statistiques

- a) Etude de la comparaison des pouvoirs d'achat des monnaies des pays africains (1969-1972)
- b) Etude de la composition des dépenses de consommation privée dans les pays africains (1969-1971)
- c) Etude de la structure et de l'importance des activités non monétaires dans les pays africains (1969-1971)
- d) Etude de la structure du secteur public (1969-1971)
- e) Etude de la structure et des modifications de la formation de capital dans les pays africains entre 1960 et 1970 (1970-1972)
- f) Etude des variations des termes de l'échange des pays africains (1970-1972)
- g) Etude de mouvement des prix dans les pays africains par type d'activité économique entre 1960-1970, comparaison avec les mouvements enregistrés dans les autres régions (1971-1973)
- h) Etude de la dette publique des pays africains (1971-1972)
- i) Etude du niveau réel et relatif de l'imposition dans les pays africains (1972-1973)
- j) Etude de la croissance des budgets d'équipements des pays africains entre 1960 et 1970 (1972-1974)

62. Récueil, échange et distribution des renseignements

Publications trimestrielles

- a) Informations statistiques
- b) Bulletin trimestriel de statistique pour l'Afrique
- c) Statistiques africaines du commerce extérieur, Série A - Echanges par pays

Publications semestrielles

- d) Statistiques africaines du commerce extérieur, Série B - Echanges par produits et par pays

Publications annuelles

- e) Statistiques annuelles de la production industrielle
- f) Annuaire statistique pour l'Afrique

Publications sous périodicité régulière

- g) Manuel sur les méthodes d'enquêtes par sondage en Afrique : Enquêtes démographiques (1970)
- h) Manuel sur les méthodes d'enquêtes par sondage en Afrique : Enquêtes sur les ménages (1971)
- j) Manuel sur les statistiques et l'enregistrement des faits d'état civil en Afrique (1974)

PROGRAMMES DE LA POPULATION

50. Développement des activités démographiques

- b) Réunion du Comité préparatoire de la Conférence africaine sur la population (1970)
- c) Conférence africaine sur la population (1971)
- d) Groupe d'experts sur les programmes de population (1970)

51. Etablissement d'une méthodologie démographique pour l'Afrique

- f) Etude de la mise en oeuvre et évaluation des programmes de politique de population (1972)
 - g) Cycle d'études sur la fécondité et évaluation des programmes de population (1970)
 - b) Voyage d'études sur les évaluations des programmes de population (1970)
60. g)(en partie) Cycle d'études sur les statistiques de population et l'utilisation des ordinateurs particulièrement pour la recherche (1970; pour les pays anglophones)
51. c) Cycle d'études sur les migrations et l'urbanisation (1970)
- d) Etude des données tirées des recensements administratifs (1971)

- e) Groupe d'experts sur les techniques d'évaluation des données démographiques de base (1971)
- 60. g)(en partie) Cycle d'études sur les statistiques de population et l'utilisation des ordinateurs, particulièrement pour la recherche (1971; pour les pays francophones).
- 60. r) Cycle d'études sur les populations nomades (1972)
- 51. g) Etude des aspects démographiques de la planification de la main-d'oeuvre (1973)
- h) Cycle d'études sur les projections de population au niveau national et provincial en Afrique (1974)
- i) Cycle d'études sur la croissance de la population, la main-d'oeuvre et les perspectives de l'emploi en Afrique (1974)
-) Cycle d'études sur les aspects démographiques de la planification de la main-d'oeuvre et de l'éducation
- 60. v) Cycle d'études sur les définitions et la classification de la population urbaine en Afrique (1974)

52. Etudes démographiques

- b) Etude de l'impact économique et social du niveau et de la croissance de l'urbanisation (1970)
- d) Etude de la structure par âge et de la fécondité dans les pays africains et groupes de population au niveau national (1970)
- e) Etude du niveau et de la tendance de la mortalité infantile (1970)
- f) Comparaison des résultats des recensements et des données fournies par un contrôle post-censitaire (1970)
- c) Etude des conséquences économiques et sociales des migrations de la main-d'oeuvre (1971)
- g) Etude des causes des variations de la fécondité dans les pays africains (1971)
- h) Etude des relations entre la croissance de la population, les migrations et la main-d'oeuvre (1971)

- i) Etude de la fécondité et des causes de mortalité dans les populations nomades et sédentaires et conséquences démographiques de la sédentarisation (1972)
- 60. p) Etude de la démographie des nomades dans les pays africains (1972)
- 52. j) Etude des effets de l'éducation sur les niveaux de fécondité, de mortalité, les migrations et l'activité économique (1973)
- k) Etude des besoins alimentaires en habitat et en éducation et en services de santé et de leurs relations avec les projections de population et la croissance économique (1973)
- l) Etude des résultats des recensements les plus récents et des enquêtes en Afrique et leurs implications (1973)
-) Etude du coût et des bénéfices des recensements de population (1973)
- m) Etude démographique de la population non africaine (1973)
- n) Etude de la tendance sous-régionale et de la main-d'oeuvre féminine en Afrique (1974)
- o) Evaluation et comparaison de la qualité des données recueillies sur les âges lors des recensements de 1960 et 1970 en Afrique et estimations des taux démographiques (1974)
- p) Evaluation de la mise en oeuvre de programmes de population dans certains pays africains : RAU, Tunisie et Kenya (1974)
- 53. Recueil, échange et distribution des renseignements
 - b) Etude des facteurs influençant les changements démographiques (1970)
 - c) Etude de l'évolution démographique en Afrique (1971)
 - d) Informations sur la population en Afrique (publication trimestrielle)